

Aires protégées résilientes au changement climatique, PARCC Afrique de l'Ouest



2016

Stratégie et recommandations politiques pour de meilleures approches de planification et de gestion des aires protégées face aux changements climatiques au Togo



FRANCAIS

Kalemani Jo Mulongoy

2016

Le programme des Nations Unies pour l'environnement, Centre de surveillance de la conservation de la nature (UNEP-WCMC) est le centre spécialisé d'évaluation de la biodiversité du programme des Nations Unies pour l'environnement, l'organisation environnementale intergouvernementale la plus importante dans le monde. Le Centre a été en opération depuis plus de 30 ans, alliant recherche et conseils politiques pratiques.



Stratégie et recommandations politiques générale pour de meilleures approches de planification et de gestion des aires protégées face aux changements climatiques au Togo, rédigé par Jo Mulongoy, avec le financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) par le biais du PNUE.

Droits d'auteur : 2016. Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Reproduction : La reproduction de cette publication à des fins éducatives ou non commerciales est autorisée sans permission spéciale, à condition que la reconnaissance de la source soit faite. La réutilisation de toutes les figures est soumise à l'autorisation des détenteurs des droits d'origine. Aucune utilisation de cette publication ne peut être effectuée pour la vente ou toute autre fin commerciale, sans la permission écrite du PNUE. Les demandes d'autorisation, accompagnées d'une déclaration de l'intention et de l'étendue de la reproduction, doivent être envoyées au Directeur, DCPI, UNEP, P.O. Box 30552, Nairobi, Kenya.

Non responsabilité : Le contenu de ce rapport ne reflète pas nécessairement les vues ou la politique du PNUE, des organisations participantes ou des éditeurs. Les appellations employées et la présentation des documents dans ce rapport n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part du PNUE ou des organisations participantes, ou des éditeurs concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites ou la désignation de leurs noms, frontières ou limites. La mention d'une entité commerciale ou d'un produit dans cette publication n'implique pas son approbation par le PNUE.

Citation : Mulongoy, K.J. 2015. Stratégie et recommandations de politique générale pour de meilleures approches de planification et de gestion des aires protégées face aux changements climatiques au Togo. *UNEP-WCMC Technical Report*.

Disponibilité : UNEP-WCMC, 219 Huntingdon Road, Cambridge CB3 0DL, UK
Tel: +44 1223 277314; Fax: +44 1223 277136
Email: protectedareas@unep-wcmc.org
URL: <http://www.unep-wcmc.org>

Photo de couverture : Parc national d'Oti-Kéran, Togo. *Droits d'auteur :* Gabriel Segniagbeto.

UNEP promotes environmentally sound practices globally and in its own activities. This publication is printed on 100% recycled paper, using vegetable-based inks and other eco-friendly practices. Our distribution policy aims to reduce UNEP's carbon footprint.

Glossaire

| | |
|--------|--|
| ADT | Amis de la Terre |
| AMP | Aire marine protégée |
| AP | Aire protégée |
| APT | Aire protégée transfrontalière |
| ARCC | Aires de résilience aux changements climatiques |
| CCL | Collectivités/ communautés locales |
| CCNUCC | Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques |
| CDB | Convention sur la diversité biologique |
| CIE | Commission Interministérielle pour l'Environnement |
| CNDD | Comité National de Développement Durable |
| CNE | Comité National de l'Environnement |
| CNI | Communication Nationale Initiale sur les changements climatiques |
| DSRP-C | Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP-C en anglais) |
| FEM | Fonds pour l'environnement mondial |
| ITRA | Institut Togolaise de Recherche Agronomique |
| JVE | Jeunes Volontaires pour l'Environnement |
| MAEP | Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche |
| MAT | Ministère de l'administration territoriale |
| MDB | Ministère du Développement à la base |
| MEF | Ministère de l'Economie et des Finances |
| MERF | Ministère de l'environnement et des ressources forestières |
| MESR | Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche |
| METT | Outil de suivi de l'efficacité de gestion (<i>Management Effectiveness Tracking Tool</i>) |
| MI | Ministère de la justice |
| MPD | Ministère du Plan et du Développement |
| MS | Ministère de la Sécurité |
| OKM | Oti-Kéran-Mandouri |
| OSC | Organisations de la société civile |
| PACO | Programme pour l'Afrique Centrale et Occidentale |
| PAFN | Plan d'Action Forestier |
| PAME | Efficacité de la gestion des aires protégée (<i>Protected Area Management Effectiveness</i>) |
| PANA | Programme d'Action National d'Adaptation |
| PAPE | Projet d'Appui aux Parcs de l'Entente |
| PARCC | 'Protected Areas Resilient to Climate Change' |
| PFT | Politique Forestière du Togo |
| PNADE | Programme National d'Actions Décentralisées de Gestion de l'Environnement |
| PNAE | Plan National d'Action pour l'Environnement |
| PNGE | Programme National de Gestion de l'Environnement |

| | |
|---------|--|
| PNIERN | Programme National d'Investissements pour l'Environnement et les Ressources Naturelles |
| PRAPT | Projet de Renforcement du rôle de conservation du système national des Aires Protégées du Togo |
| PRCGE | Programme de Renforcement de Capacités pour la Gestion de l'Environnement |
| RAMPAO | Réseau des Aires Marines Protégées de l'Afrique de l'Ouest |
| REDD | 'Reducing emissions from deforestation and forest degradation' |
| SNAP | Stratégie National de Gestion des Aires Protégées |
| SNAP-DB | Stratégie et Plan d'Action National pour la Biodiversité 2011 - 2020 |
| UICN | Union internationale pour la conservation de la nature |
| WAP | Parc W-Arly-Pendjari |

Sommaire

| | |
|--|----|
| GLOSSAIRE | 3 |
| RESUME EXECUTIF | 6 |
| 1. INTRODUCTION | 10 |
| 2. APERÇU DES RESULTATS DU PROJET PARCC DE PERTINENCE POUR LE TOGO | 18 |
| 3. ELEMENTS D'UNE STRATEGIE NATIONALE D'INTEGRATION DES APPROCHES D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LA PLANIFICATION ET LA GESTION DES AIRES PROTEGEES | 24 |
| 4. RECOMMANDATIONS POLITIQUES SUR LES VOIES ET MOYENS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE | 58 |
| 5. REFERENCES | 63 |
| ANNEXE 1 | 64 |
| ANNEXE 2 | 70 |
| ANNEXE 3 | 73 |
| ANNEXE 4 | 75 |
| ANNEXE 5 | 77 |
| ANNEXE 6 | 80 |

Résumé exécutif

Le réseau des aires protégées (AP) du Togo, initié en 1968, comprend plus de 80 sites. Ce réseau couvrait jusqu'à la fin des années 80 environ 14 % du territoire national. Toutefois, la plupart de ces AP sont à présent fortement dégradées, ayant subi et continuant de subir beaucoup de pression des populations locales n'ayant pas été associées à leur création. En conséquence, le Togo s'est fixé pour objectif la restauration et la sécurisation de 13 aires protégées prioritaires (représentant 10,2% du territoire national) et, conformément à l'objectif 14 de sa Stratégie et Plan d'Action National pour la Biodiversité (SPAN-DB) 2011 - 2020, le pays prévoit la création d'une aire marine protégée (AMP) et le renforcement des aires protégées transfrontalières (APT). Ce choix a pour but non seulement de conserver et d'exploiter rationnellement la biodiversité, mais aussi d'améliorer les conditions et le cadre de vie des populations présentes et des générations futures, dans le cadre d'un développement durable.

A travers le projet PARCC, le Togo s'est engagé depuis 2011 à considérer toute la portée des aspects des changements climatiques dans la planification et la gestion de son système d'AP. Les perturbations climatiques peuvent en effet rendre des AP inadaptées aux raisons de leur création, notamment lorsque les espèces à protéger se déplacent en dehors des AP à la recherche de conditions climatiques favorables à leur survie. La prise en compte des changements climatiques devient donc indispensable pour maintenir l'efficacité des AP dans le temps et l'espace.

Le projet PARCC a notamment identifié les espèces qui sont susceptibles d'être affectées par les changements climatiques, grâce à la modélisation de leur distribution dans les années à venir et par l'analyse de leur vulnérabilité fondées sur leurs traits biologiques. Le projet a également identifié des zones qui sont naturellement résilientes aux changements climatiques. Toutes ces données ont ensuite été intégrées dans une étude des lacunes de représentation des espèces et autres éléments de conservation, comme les écorégions et les types de couvert végétal. Cette étude a identifié des zones qui pourraient être sélectionnées et classifiées en aires protégées pour assurer une bonne représentation de tous les éléments de la biodiversité qui nécessitent d'être conservés aujourd'hui et dans l'avenir, face aux changements climatiques.

Dans ce contexte, le projet PARCC a notamment :

Produit des projections climatiques future pour le Togo et étudié leurs conséquences sur les services écosystémiques ;

Développé des modèles de distribution des espèces pour toutes les espèces d'oiseaux, de mammifères et d'amphibiens pour trois périodes de temps futures (2010-2039, 2040-2069 et 2070-2099) ;

Évalué la vulnérabilité au changement climatique de toutes les espèces d'amphibiens, de reptiles, de mammifères, d'oiseaux, et de poissons d'eau douce se trouvant au Togo (et dans le reste de l'Afrique de l'Ouest) et produit des cartes de leurs densités et pourcentages ;

Identifié des zones du territoire naturellement résilientes au changement climatique, et le pourcentage de ces aires déjà incluses au sein d'AP ; et

Etabli à travers un système de planification systématique de la conservation, si une large variété d'éléments de conservation (y compris les espèces d'amphibiens, d'oiseaux et de mammifères et els écorégions) étaient suffisamment protégées par le réseau d'AP existant au Togo.

Tous les détails de ces résultats du projet sont détaillés dans la Section 2 de ce rapport. Afin d'assurer une intégration et une utilisation efficaces des résultats du projet PARCC, il a été décidé d'élaborer des stratégies et des recommandations politiques pour les meilleures approches de planification et gestion des aires protégées face aux changements climatiques pour chacun des cinq pays du projet (Gambie, Mali, Sierra Leone, Tchad et Togo) et une stratégie pour toute la région ouest-africaine. Les éléments stratégiques et les recommandations de politique générale ont ainsi été articulés autour des points communs des cinq pays afin de faciliter leur agrégation dans une stratégie régionale ouest-africaine.

Les éléments de stratégie retenus comprennent trois buts stratégiques, 11 objectifs et 40 actions spécifiques. Les objectifs et actions spécifiques ont été identifiés en prenant en comptes les actions en cours et/ou les actions accomplies ou à accomplir dans le cadre d'autres stratégies et programmes du pays. Ces éléments ont été passés en revus et validés, lors de la consultation tenue le 28 août 2015 à Lomé, comme point de départ pour le développement d'une stratégie nationale qui régirait les AP face aux changements climatiques. La vision de ces éléments de stratégie s'inscrit dans la vision que le Togo s'est fixée pour 2025 dans le Programme national d'investissements pour l'environnement et les ressources naturelles. Sa mission est d'attirer l'attention sur les changements

climatiques dans les programmes de restauration et sécurisation des 13 AP prioritaires, et les activités de renforcement des APT et de création d'une AMP.

Le but stratégique 1 consiste à renforcer les plans et programmes de conservation en cours ainsi que leur mise en œuvre afin d'améliorer la performance des AP existantes. Sans protection aujourd'hui, les éléments de la biodiversité qui sont menacés ou vulnérables auront peu de chance de survivre sous l'effet des perturbations climatiques.

La mise en œuvre de ce but stratégique nécessitera de doter les 13 AP prioritaires de plans d'aménagement qui prennent en compte les changements climatiques, de renforcer les activités de réintroduction d'espèces disparues des AP ou en voie de l'être, et de réviser, conformément aux objectifs nationaux 13 et 15 de la Stratégie et Plan d'Action National pour la Biodiversité du Togo, la liste des éléments de la biodiversité à conserver. Il sera également nécessaire d'achever la désignation et la classification de l'AMP. Stratégiquement, il sera également opportun de considérer la classification de certaines forêts communautaires, telles que celles d'Ando-Kpomey, Alibi-1, Natchabouanga, Kemeni, Péssaré et Namab, où les communautés locales appliquent une gestion de conservation durable avec l'appui de l'Etat.

Le but stratégique 2 consiste à anticiper l'impact des changements climatiques et à prendre des mesures proactives de conservation des éléments de la biodiversité et des services écosystémiques face aux menaces climatiques. Ceci implique essentiellement d'approfondir les connaissances de l'impact des changements climatiques au Togo, particulièrement à l'échelle locale (Objectif 2.1) ; de gérer de manière appropriée et participative les zones naturellement résilientes aux changements climatiques et de les connecter aux AP prioritaires, dans la mesure du possible, au moyen de corridors; et de maintenir, restaurer et connecter les zones qui sont susceptibles de comprendre la distribution géographique future des espèces (Objectifs 2.2 et 2.3).

Le but stratégique 3 porte sur la création et/ou le renforcement d'un environnement propice à une mise en œuvre réussie des buts stratégiques, notamment en intégrant les éléments de cette stratégie dans des stratégies, plans et programmes nationaux beaucoup plus larges, tels que la SPAN-DB 2011-2020, le Programme d'action national d'adaptation (PANA), le Plan national d'adaptation (PNA) en cours d'élaboration dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et les Objectifs nationaux de développement durable que le pays développera bientôt, suite à l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable par la

communauté internationale en Septembre 2015 (Objectif 3.1). En s'appuyant sur les activités en cours, notamment celles qui sont prévues dans la SPAN-DB 2011-2020 et les activités de formation du projet PARCC, le pays intégrera les éléments des buts stratégiques 1 et 2 dans ses programmes de renforcement de capacités humaines, financières, institutionnelles, législatives et technologiques, et ses programmes de communication, éducation, recherche et sensibilisation. La coordination et la coopération à l'intérieur du pays et dans la région, en particulier au niveau transfrontalier, devront être renforcées en ayant à l'esprit le caractère transversal des changements climatiques. Dans le cadre du renforcement de la coopération transfrontalière, le Togo devra s'assurer que l'impact des changements climatiques actuel et dans le futur est pris en compte dans les plans et la gestion des aires protégées transfrontalières.

Les principaux acteurs pour la mise en œuvre des éléments stratégiques ainsi que des recommandations politiques relatives à ces éléments stratégiques ont été identifiés essentiellement pendant les consultations d'experts. Les voies et moyens pour la mise en œuvre des éléments stratégiques, y compris les principes qui régiraient les stratégies nationales, les recommandations pour une planification et l'exécution participative, et la mise en place de cadres institutionnels pour la surveillance, l'évaluation et les rapports ont été proposés.

1. Introduction

Le Togo constitue un important réservoir de biodiversité malgré sa superficie limitée (56,600 km²). Il abrite en effet divers écosystèmes, allant de la savane au nord jusqu'aux forêts tropicales au sud-ouest, en passant par les mangroves et les riches écosystèmes côtiers et marins de la bande côtière. Le système des AP du Togo a été initié en 1968, avec la classification de certaines forêts du domaine permanent de l'Etat en parcs nationaux et réserves de faunes, en vue de contrôler les pressions humaines sur la biodiversité et protéger ainsi les ressources naturelles.

Le mode de création des AP, basé essentiellement sur l'expropriation et la confiscation des terres, et des méthodes de gestion faisant principalement appel à la répression, a été remis en cause dans les années 1990. Les communautés riveraines ont alors envahi certaines AP et y ont développé l'agriculture et l'élevage en utilisant de façon non durable les ressources naturelles, en particulier le bois. A l'issue d'échanges entre les parties prenantes, le Gouvernement s'est engagé depuis 1999 dans un processus de réhabilitation des AP à travers des programmes multiformes dont la mise en œuvre a permis de renouer le dialogue avec la population pour une gestion participative de leurs ressources. Le gouvernement s'est fixé pour objectif la restauration et la sécurisation de 10,2% de son territoire national (avec 13 AP considérées comme prioritaires¹), non seulement pour conserver et exploiter rationnellement la biodiversité, mais aussi pour améliorer les conditions et le cadre de vie des populations présentes et des générations futures, dans le cadre de son programme pour le développement durable.

Le réseau des AP du Togo comprend plus de 80 (Direction des ressources forestières, 2014) sites et couvrait, jusqu'à la fin des années 80, environ 793.000 ha soit 14 % de la superficie du pays. Les parcs et réserves de faune sont gérés par le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF), par le biais de la Direction des Ressources Naturelles. Certaines AP sont cogérées par les communautés locales ou par des organisations non-gouvernementales. Seuls deux sites ont leurs plans de gestion².

Le système d'AP du Togo a subi et continue de subir plusieurs pressions (MERF, 2014), notamment : la transformation des habitats/écosystèmes, l'exploitation des terres et les feux de

¹ Les 13 aires protégées prioritaires sont : Réserve de faune de Galangashi, Fosse aux Lions, Doungh, Togodo Nord, Togodo Sud, Bayemé, Oti Keran, Oti Mandouri, Parc National de Fazao Malfakassa, Abdoulaye, Alédjo, Amou-Mono, Djamdè

² <https://www.cbd.int/protected/implementation/actionplans/country/?country=tg>

brousse non contrôlés ; la surexploitation des ressources naturelles par le surpâturage, le braconnage, l'abattage excessif d'arbres, essentiellement pour la fabrication du charbon de bois, et la récolte excessive de produits forestiers non ligneux ; et les changements climatiques caractérisés par une fréquence et une gravité accrues des sécheresses, une hausse des températures et de l'évapotranspiration, ainsi qu'une augmentation des événements météorologiques extrêmes qui peuvent entraîner l'envasement des cours d'eau. A ces pressions directes, il faut ajouter la faiblesse de la gouvernance environnementale et du cadre institutionnel, la méconnaissance et le non-respect des lois dans tout le système des AP, la pression démographique, l'insuffisance dans la connaissance des éléments de la biodiversité des AP, et le manque de mécanisme de suivi des espèces. En conséquence, les AP sont en général très dégradées et ont perdu une très grande partie de leur faune et flore.

Dans ce document, après une brève description de (i) la situation du système d'AP au Tchad, et des plans pour sa gestion et son développement, et (ii) l'impact des changements climatiques et des plans nationaux pour s'y adapter, les résultats du projet PARCC sont passés en revue avant de décrire les buts stratégiques, les objectifs spécifiques et actions à mettre en œuvre et les acteurs à impliquer pour améliorer les approches de planification et de gestion des AP face aux changements climatiques. Les éléments stratégiques et les recommandations politiques pour les meilleures approches de planification et gestion des AP face aux changements climatiques ont été élaborés par le biais de consultations (voir l'annexe 4 pour les termes de référence, l'annexe 5 sur le processus de la consultation organisée à Ndjamena et l'annexe 6 qui énumère les personnes consultées). Les dernières sections du document sont consacrées aux voies et moyens pour la mise en œuvre de la stratégie.

Plans actuels pour les aires protégées du Togo

Le Togo dispose encore d'un capital naturel varié dont la conservation et l'exploitation rationnelle peut procurer des services considérables et des revenus importants pour les populations. Le pays reconnaît cependant que son capital naturel des AP doit être restauré et géré plus efficacement. En réponse à la décision X/2 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CdB), le Togo a évalué les progrès accomplis dans la mise en œuvre de son Programme de travail sur les aires protégées et a élaboré, dans le cadre de l'actualisation de sa Stratégie pour la biodiversité (Direction des ressources forestières, 2014), des objectifs pour les AP et la conservation

des ressources naturelles en général, en prenant notamment en compte les Objectifs d'Aichi 11, 12 et 15 du Plan stratégique de la CdB.

En ce qui concerne les progrès accomplis, il faut noter que :

(a) L'évaluation des lacunes dans le réseau d'AP est en cours;

(b) En ce qui concerne l'établissement d'AP transfrontalières et de réseaux régionaux, des activités pour relier le complexe OKM au WAP (Parc W-Arly-Pendjari) dans le cadre du projet d'Appui aux Parcs de l'Entente (PAPE) sont en cours, et le complexe OKM est en train de développer un plan de gestion. De plus, des activités relatives à la gestion du complexe transfrontalier OKM ont été soutenues par le projet PARCC (voir section ci-dessous) ;

(c) L'évaluation de l'efficacité de la gestion des AP effectuée par l'UICN en 2008 a montré que le Togo manquait de moyen pour faire face aux menaces aussi bien naturelles qu'anthropiques ; le Togo a donc décidé de faire le renforcement du rôle de conservation de son système national d'AP une priorité ;

(d) Des campagnes de sensibilisation du public sont organisées régulièrement, mais l'évaluation des avantages socioéconomiques des AP n'a pas encore été effectuée ;

(a) Très peu de progrès a été réalisé dans la mobilisation des ressources financières, dans l'évaluation des besoins en capacité pour la gestion des AP et en technologie appropriée.

Dans les années à venir, le Togo mettra l'accent sur la restauration et la sécurisation de 13 AP existantes (10,2% du territoire national), plutôt que sur la création de nouvelles AP terrestres ou l'élargissement de certaines AP. Le Togo s'est également engagé à renforcer ses AP transfrontalières et à créer, conformément à l'objectif 14³ de sa SNAP-DB, une aire marine protégée (AMP) qui sera l'intégrée au Réseau des Aires Marines Protégées de l'Afrique de l'Ouest (RAMPAO).

Impact des changements climatiques sur la biodiversité

³ Objectif 14 : Engager d'ici à 2018 des actions, en vue de la création d'une aire marine protégée (AMP) reliant le réseau régional d'aires marines protégées d'Afrique de l'Ouest

Relativement peu de recherches ont été effectuées au Togo sur les impacts du changement climatique sur la biodiversité ou les AP avant le projet PARCC (les résultats duquel sont présentés dans la section suivante). Cependant, le cinquième rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur les changements climatiques fournit des informations pertinentes pour l'Afrique de l'Ouest, et en particulier le Togo :

(a) Les écosystèmes africains sont déjà affectés par les changements climatiques, et les impacts futurs devraient être substantiels. On observe déjà des situations de changement dans la distribution des espèces et l'état des écosystèmes causés par les perturbations climatiques ;

(b) La température moyenne de vastes zones de l'Afrique devrait dépasser 2°C durant les deux dernières décennies de ce siècle par rapport à la fin du 20ème siècle. Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest tropicale seront particulièrement chauds ;

(c) Les études de modèles régionaux suggèrent une augmentation du nombre de jours de précipitations extrêmes en Afrique de l'Ouest et au Sahel en mai et juillet. Toutefois, l'estimation de l'influence des changements climatiques sur les ressources en eau en Afrique de l'Ouest est limitée par les incertitudes des modèles climatiques en ce qui concerne les précipitations futures ;

(d) Les changements dans la distribution spatiale des types de végétation naturelle continueront, avec des diminutions nettes dans la végétation ligneuse. Les zones de végétation se déplaceront vers le sud dans le Sahel, le Soudan et la Guinée avec un appauvrissement dans la richesse des espèces et la composition des espèces ; et

(e) Les changements climatiques vont amplifier le stress par rapport à la disponibilité de l'eau et constitueront un obstacle majeur au développement économique.

Le NAPA ainsi que la deuxième communication nationale sur les changements climatiques (2010) ont confirmé cette information et ont présenté des considérations sur la vulnérabilité et l'adaptation du pays aux changements climatiques dans cinq secteurs d'activités, à savoir l'énergie, l'agriculture, les ressources en eau, les établissements humains et la santé, et la zone littorale. Dans le futur, la pluviométrie devrait continuer d'augmenter dans le nord du pays et de diminuer dans le sud ; et la température annuelle moyenne devrait augmenter dans l'ensemble du pays, tout particulièrement dans le nord. La vulnérabilité de la zone littorale devrait également augmenter avec

de fortes précipitations, des inondations, une érosion côtière, un recul des plages à grande vitesse, et une forte salinisation des plans fluvio-lagunaires.

En général, les perturbations climatiques s'accompagnent également de modifications dans le calendrier des saisons (désynchronisation) y compris dans les arrivées d'espèces migratrices, dans la longueur de la saison de croissance, dans le calendrier de la disponibilité des aliments (tels que les insectes et les fruits), ce qui entraînent des changements dans les relations entre les espèces (par exemple dans la chaîne trophique ou la concurrence des espèces exotiques envahissantes ; les interactions avec les nouvelles espèces), la distribution des espèces, l'état des habitats et leur disponibilité pour les espèces, ou le succès de la reproduction et la productivité.

A la lumière de ces données, et en sachant que les perturbations climatiques continueront dans le futur en s'aggravant, il est donc nécessaire d'anticiper et d'intégrer des mesures d'adaptation et de résilience aux changements climatiques dans les plans de conservation et d'utilisation des ressources et des terres. Il sera donc indispensable d'évoluer à partir de stratégies classiques, axées sur le moment présent et un lieu donné, vers des stratégies plus dynamiques dans le temps et l'espace.

Stratégie nationale en matière des changements climatiques

Le Programme d'action nationale d'adaptation aux changements climatiques (PANA) est l'outil principal de directives et d'encadrement des politiques nationales et sectorielles pour permettre au Togo de prévenir les effets néfastes des changements climatiques et de contribuer ainsi au processus de son développement durable. Aucune des options priorisées pour l'adaptation aux changements climatiques n'est focalisée sur les besoins de planification ou de gestion des AP face aux aléas climatiques. Mais certaines de ces options sont pertinentes, telles que la maîtrise et la gestion de l'eau, et l'information, l'éducation et la communication concernant l'adaptation aux changements climatiques. La gestion des AP est considérée comme un élément d'appui à la politique de « gestion des ressources naturelles et des écosystèmes » pour lutter contre la pauvreté face à la dégradation causée par les perturbations climatiques.

En développant son PANA, le Togo s'est engagé à (i) faciliter son intégration dans les politiques et stratégies nationales de développement du pays, et (ii) d'adopter et de mettre en œuvre une politique appropriée de communication, éducation et sensibilisation du public, en particulier les communautés locales, aux effets néfastes des changements climatiques.

Depuis 2014, le MERF a démarré le processus de l'élaboration de son Plan National d'Adaptation (PNA) aux changements climatiques, en réponse à la décision COP 16 / CMP 6 des Parties contractantes à la CCNUCC en 2010. Le processus permettra au pays d'identifier les besoins d'adaptation à moyen et à long terme, et d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies et des programmes pour répondre à ces besoins. Le processus du PNA vise à compléter les projets à court terme existants dans le PANA et de mieux intégrer les mesures d'adaptation aux changements climatiques dans la planification pour le développement durable. Les lignes directrices pour les processus PNA comprennent les activités suivantes :

(a) Préparer le terrain et combler les lacunes (élément A) par : (i) le lancement du processus du PNA ; (ii) l'identification des informations disponibles sur l'impact des changements climatiques, la vulnérabilité et l'adaptation des écosystèmes et des espèces, et l'identification et la mise en place des mécanismes favorables au processus ; (iii) la prise de mesures pour combler les contraintes dans la mise en marche du processus du PNA ; et (iv) l'évaluation globale et itérative des besoins de développement et des vulnérabilités ;

(b) Préparer l'étape suivante (élément B) qui consiste à : (i) analyser le climat actuel et les scénarios futurs des changements climatiques ; (ii) évaluer la vulnérabilité au climat des espèces et autres composantes de la biodiversité ; (iii) identifier et évaluer les options d'adaptation pour chaque secteur économique et les différentes communautés humaines ; et (iv) publier le PNA, en prenant en compte les intentions de contribution déterminées nationalement ; et

(c) Elaborer, mettre en œuvre et faire le suivi. Le processus du PAN est axé sur les besoins des pays ; il est régi par une approche participative, progressive et itérative, basée et guidée par les meilleures données scientifiques disponibles. Le processus permettra l'identification, le financement et la mise en œuvre de mesures d'adaptation appropriées. Il permettra également d'équilibrer les priorités sectorielles et intersectorielles, aux niveaux national, sous-national et local.

Avec l'adoption récente des Objectifs de développement durable par les Nations unies, le Togo les intégrera dans ses stratégies et sa politique générale. Les objectifs 13, 14 et 15 de développement durable renforcent les plans du Togo décrits dans son PANA, mais aussi dans d'autres documents stratégiques. L'objectif 13 appelle les gouvernements à « prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions ». Pour ce faire, les

gouvernements devront renforcer la résilience et les capacités d'adaptation de leurs pays respectifs face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat, et incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales.

Dans cette vision, le Togo a déjà élaboré de nombreux programmes, stratégies et politiques (Document Complet de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP-C), Communication Nationale Initiale sur les changements climatiques (CNI), Programme National de Gestion de l'Environnement (PNGE), Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE), Programme National d'Investissements pour l'Environnement et les Ressources Naturelles (PNIERN)) qui appuient les efforts du pays pour disposer des outils privilégiés pour l'adaptation aux changements climatiques. Il faut cependant noter qu'aucune des 7 options prioritaires d'adaptation aux changements climatiques du PANA ne fait de référence explicite aux AP. Par contre, dans la perspective d'une meilleure gestion des AP, notamment le renforcement de leur capacité d'atténuation des effets négatifs des changements climatiques, la Politique Forestière du Togo (PFT) et le Plan d'Action Forestier (PAFN), ont pris en compte les AP dans la composante 2.2 de l'axe stratégique 2 (Gestion participative de la faune et des aires protégées) et noté que des changements climatiques importants sont escomptés pour l'Afrique de l'Ouest.

Finalement, les gouvernements des pays en développement devront se préparer pour les fonds qui seront mobilisés au niveau mondial pour qu'ils soient mieux en mesure de faire face aux changements climatiques, comme le prévoit notamment l'objectif 15 de développement durable. Ceci leur permettra d'être en mesure de préserver, restaurer et gérer durablement les écosystèmes, enrayer et inverser le processus de dégradation des écosystèmes, et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité y compris en protégeant les espèces menacées et en prévenant leur extinction. Les Objectifs de développement durable prévoient ainsi, comme mécanismes qui assureront le succès dans la réalisation des objectifs, entre autres, (i) d'améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact ; (ii) de promouvoir des mécanismes de renforcement des capacités surtout des femmes, des jeunes, de la population locale et des groupes marginalisés dans le domaine de la planification et de la gestion pour faire face aux changements climatiques ; (iii) d'intégrer la protection des écosystèmes et de la biodiversité dans la planification nationale, dans les mécanismes de développement, dans les stratégies de réduction de la pauvreté et dans la comptabilité ; et (iv) de mobiliser des ressources financières de toutes

provenances pour préserver la biodiversité et les services écosystémiques connexes et les gérer durablement.

2. Aperçu des résultats du projet PARCC pertinents pour le Togo

Les perturbations climatiques peuvent rendre des AP inadaptées aux raisons de leur création, par exemple lorsque les espèces à protéger se déplacent en dehors de l'aire à la recherche de conditions climatiques favorables à leur survie. La prise en compte des changements climatiques devient donc indispensable pour maintenir l'efficacité des AP dans le temps et l'espace. Parmi les premières étapes adoptées, on peut noter l'identification des espèces et AP qui sont susceptibles d'être affectées par les changements climatiques, soit grâce à la modélisation de la distribution des espèces soit par des analyses de vulnérabilité fondées sur les traits. Cela devrait être suivi par des recommandations de mesures de gestion, telles que l'expansion du réseau d'AP et/ou une meilleure gestion des AP existantes afin d'assurer la viabilité des espèces affectées par les changements climatiques, la création de nouvelles aires protégées qui prennent en compte la distribution présente et future des espèces, ou même la translocation de populations vulnérables.

Dans ce contexte, le projet PARCC a réalisé un certain nombre d'objectifs pour la région ouest africaine, y compris (i) la collecte des données climatiques et la production de futurs scénarios climatiques régionaux ; la modélisation de la distribution future des espèces d'oiseaux, de mammifères, et d'amphibiens, (ii) la mise à jour de la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées et l'évaluation de la vulnérabilité future aux changements climatiques des espèces sur la base de leurs traits biologiques, (iii) l'identification des zones naturellement résilientes aux changements climatiques, et (iv) la planification systématique de la conservation d'un certain nombre d'éléments biologiques et écosystémiques en vue d'identifier les aires prioritaires pour la conservation.

Les résultats du projet PARCC sont pertinents pour un certain nombre d'initiatives en cours au Togo, notamment : (i) le projet « Rationalisation et renforcement du système national des aires protégées du Togo » ; (ii) le Programme national d'actions décentralisées de gestion de l'environnement (PNADE) ; (iii) le projet Gestion intégrée des catastrophes et des terres ; (iv) le Programme de renforcement de capacités pour la gestion de l'environnement (PRCGE) ; et (v) le Projet d'appui aux parcs de l'entente (PAPE) qui concerne les parcs nationaux du W, d'Arly et de la Pendjari (complexe WAP), ainsi que les AP adjacentes et leurs zones périphériques contiguës au Bénin, au Burkina Faso et au Niger, et auquel le Togo devrait être ultérieurement intégré à travers le complexe dit WAPO (complexe W - Arly - Pendjari - Oti-Mandouri).

Projections climatiques

Le projet PARCC a produit des projections climatiques pour la région d'Afrique de l'Ouest, en utilisant cinq modèles climatiques détaillés spatialement qui ont été développés pour le projet (Jones et al. 2012) et trois scénarios de changement futur d'utilisation des terres, afin d'évaluer les impacts du climat sur les services écosystémiques (Hartley et al. 2015a). Ces études du climat ont été résumées pour chaque pays du projet, y compris le Togo (Hartley et al. 2015b).

Pour le Togo, les résultats des projections climatiques confirment les conclusions des études précédentes. Il est projeté avec un haut niveau de confiance que les températures moyennes annuelles devraient augmenter (d'environ 3°C à presque 5°C d'après les projections climatiques régionales) avant la fin du XXI^{ème} siècle (Janes et al. 2015). On s'attend à ce que cette hausse des températures soit moins élevée dans les régions littorales du sud du Togo, en raison des influences océaniques. Le Togo devrait également connaître un léger accroissement de l'amplitude de la variabilité climatique. En ce qui concerne les précipitations, il y a un haut niveau d'incertitude associé à des projections suggérant une hausse possible des précipitations dans le nord du pays et une baisse le long du littoral.

Concernant les impacts du changement climatique sur les services écosystémiques, en l'absence de perturbations anthropiques, on s'attend à de faibles hausses de productivité de la végétation naturelle, qui engendrerait une augmentation du carbone de la végétation des écosystèmes de savane boisée (Hartley et al. 2015a). Toutefois les perturbations anthropiques entraîneraient une diminution du carbone de la végétation dans le centre du Togo. Il pourrait également y avoir une légère augmentation du fractionnement relatif au couvert forestier à larges feuilles mais ces projections sont incertaines.

Modèles de distribution des espèces

La nature statique et fixe des aires protégées actuelles compromet leur efficacité face aux modifications dans la distribution des espèces causées par des conditions climatiques changeantes. Le projet PARCC a utilisé des modèles faisant le lien entre les aires de distribution des espèces et des variables climatiques biologiquement importantes qui sont susceptibles de définir les distributions de espèces afin de projeté les distributions et représentations fauniques (oiseaux, mammifères et amphibiens) au sein du réseau d'AP d'Afrique de l'Ouest. Le projet a conclu que 91% des amphibiens, 40% des oiseaux, et 50% des mammifères sont projetés d'avoir une adéquation au climat réduite à

travers le réseau d'AP ouest-africain d'ici la fin du XXI^{ème} siècle, et que les AP individuelles sont susceptibles à la fois de perdre et de gagner des espèces en conséquences de changements de la distributions des espèces (Baker and Willis 2015), avec un taux de renouvellement des espèces attendu au sein des AP projeté d'atteindre 45.7% pour les amphibiens, 32.4% pour les oiseaux, et 34.9% pour les mammifères d'ici la fin du XXI^{ème} siècle.

Au Togo, on s'attend à des pertes importantes d'espèces de mammifères, d'amphibiens et d'oiseaux au sein d'une grande partie des aires protégées du pays. Cependant, au centre du pays, les richesses spécifiques en oiseaux ne devraient pas être significativement affectées par une réduction du nombre d'espèces.

Vulnérabilité des espèces aux changements climatiques basée sur les traits biologiques

Une évaluation de la vulnérabilité des espèces d'Afrique de l'Ouest au changement climatique a été effectuée, en examinant la combinaison de l'exposition (mesure du degré auquel l'environnement physique d'une espèce va changer en raison des changements climatiques), de la sensibilité (manque de potentiel pour une espèce de persister *in situ*) et une faible capacité d'adaptation (incapacité des espèces à éviter les impacts négatifs du changement climatique par le biais de la dispersion et/ou de changements micro-évolutifs). L'évaluation a inclus toutes les espèces de vertébrés terrestres et d'eau douce d'Afrique de l'Ouest (183 amphibiens, 1172 oiseaux, 517 poissons d'eau douce, 405 mammifères et 307 reptiles). Les espèces qui ont été qualifiées à la fois de sensible et ayant une faible capacité d'adaptation au changement climatique, et étant parmi les plus gravement exposées aux changements climatiques ont été décrites comme « vulnérables au changement climatique » (Carr et al. 2015). Cette méthode ne fournit pas une indication définitive de la vulnérabilité, mais une mesure relative pouvant être comparée entre les espèces au sein d'un groupe. Les résultats de cette étude devraient aider à établir des priorités parmi les espèces et les lieux afin d'assurer l'utilisation la plus efficace des ressources pour assurer la survie des espèces face au changement climatique.

Le projet a recommandé que lors de la planification pour la conservation future et pour déterminer les priorités géographiques, les planificateurs devraient se concentrer davantage sur les lieux qui contiennent des nombres relativement élevés d'espèces vulnérables au changement climatique et/ou menacées. Cette stratégie pourrait avoir le plus grand impact positif par unité d'effort, et devrait considérer la conservation du plus grand nombre d'espèces. Cependant, les zones

ayant une richesse en espèces et un nombre d'espèces vulnérables relativement faibles ne devraient pas être négligées.

En ce qui concerne le Togo, l'évaluation a montré que le Togo ne comporte pas une forte densité ou proportion d'espèces de mammifères vulnérables au changement climatique par rapport à d'autres pays d'Afrique de l'ouest. Par contre, le Togo compte de nombreuses espèces de reptiles dans le sud du pays, dont certaines sont vulnérables au changement climatique, ainsi qu'un taux élevé d'amphibiens vulnérables au changement climatique.

Zones résilientes aux changements climatiques

Dans une étude préliminaire, le projet PARCC a identifié en Afrique de l'Ouest des aires où les impacts du changement climatique pourraient être relativement faibles à cause de facteurs physiques particuliers influençant le climat à faible échelle, y compris les modèles de précipitation.

Au Togo, le projet a révélé que 21,1 % du territoire pourrait être considéré comme naturellement résilient aux changements climatiques et que 22,9 % de ces zones qui représentent 4,8% du territoire national se trouve déjà dans des aires protégées (Smith 2013b). L'identification de ces aires de résilience été fondée sur le fait que les facteurs physiques de certaines zones (par ex., les pentes exposées loin de l'équateur et des gradients d'élévation importants) peuvent fournir des températures moyennes et des précipitations plus faibles. Par exemple, les terres se trouvant sur des pentes raides permettent aux espèces de se disperser à des altitudes plus élevées en réponse au changement climatique. Par conséquent, ces zones pourraient agir comme de petites zones de refuge, pouvant être colonisées par des espèces des zones voisines si les températures viennent à augmenter.

Planification systématique de la de conservation

La planification systématique de la conservation est l'approche la plus largement utilisée pour la conception de réseaux d'AP. Sur la base d'une liste d'éléments importants pour la conservation (tels que les espèces, les habitats et les processus écologiques), leurs distributions ont été cartographiées et des objectifs ont été fixés pour la quantité de chaque élément de conservation devant être protégé. Une analyse des écarts a ensuite été effectuée pour mesurer la mesure dans

laquelle le système d'AP existant atteint ces objectifs, et des zones prioritaires pour la conservation ont été identifiées.

Au Togo, 12,8% du territoire fait déjà partie d'AP et 0,3% sont inclus dans des zones d'importance pour les oiseaux et la biodiversité non encore protégées, selon les données incluses dans la Banque de données mondiale sur les aires protégées (IUCN et UNEP-WCMC 2015). Les éléments de conservation considérés incluent toutes les écorégions et types de végétation, les zones d'élévation et les distributions actuelles de toutes les espèces d'amphibiens, d'oiseaux et de mammifères présents au Togo, et la distribution future attendue des espèces menacées.

L'analyse des lacunes a montré que le système actuel d'AP permet d'atteindre les objectifs pour 70,1% des éléments de conservation. Cependant, 3,1% de ces éléments de conservation sont totalement absents de ce réseau et 11,1% des espèces menacées sont actuellement non protégées. Toutes écorégions sont protégées, mais certains types de couverts végétaux ne sont pas représentés dans les AP existantes. Une grande partie des zones prioritaires pour la conservation identifiées se trouve autour d'AP existantes, notamment le Parc national de Fazao-Malfakassa et les Réserves forestières de Tchilla-Monota et d'Amou-Mono, avec aussi de plus petites zones identifiées dans le sud du pays. En conséquence, étant donné les importantes lacunes identifiées, le Togo devrait étendre son réseau national d'AP, qui aurait besoin de couvrir 21,4% du territoire pour atteindre tous les objectifs de conservation.

Autres résultats et réalisations du projet PARCC

(a) Analyse de la connectivité du réseau des AP de l'Afrique de l'Ouest :

Cette étude présente une approche pour assurer et améliorer la connectivité entre AP pour des espèces qui possèdent différentes préférences d'habitats (spécialistes des forêts, des prairies et généralistes) et capacités de dispersion (courtes, moyennes et élevées). Cette approche a mis en évidence le rôle de corridors que jouent certaines AP transfrontalières (Arnell et al. 2014), telles que par exemple le complexe WAP-Oti-Kéran-Mandouri. Les résultats de cette étude devront être pris en considération lors de la priorisation des travaux sur le terrain.

(b) Sites pilotes transfrontaliers pour améliorer la résilience des aires protégées:

Le projet PARCC a sélectionné, en accord avec les représentants des pays, cinq sites pilotes où mener des activités sur le terrain pour améliorer la résilience des AP au changement climatique. Ces sites incluaient les aires protégées d'Oti-Kéran-Mandouri au Togo avec le complexe WAP (Parc du 'W', Arly, Pendjari) entre le Burkina Faso, le Bénin et le Niger (Carr 2015).

(c) Options de gestion et de financement des AP pour l'adaptation aux changements climatiques et suivi

Le projet PARCC a passé en revue une variété d'options pour une gestion des AP pouvant assurer leur adaptation aux changements climatiques. Plusieurs mesures d'adaptation ont été identifiées, dont certaines sont déjà utilisées en Afrique de l'Ouest. En ce qui concerne les mécanismes de financement pour les AP, il en existe plusieurs dont seul un petit nombre est actuellement utilisé en Afrique de l'Ouest (Smith 2013).

(d) Outil de suivi de l'efficacité de la gestion (METT de son acronyme anglais)

Les outils existant pour mesurer l'efficacité de la gestion des AP sont essentiellement axés sur les sites sans prendre en considération les effets du changement climatique. Le projet PARCC a intégré les changements climatiques au cadre initial de l'efficacité de gestion des AP (*Protected Area Management Effectiveness*, PAME) mis au point par la Commission mondiale sur les aires protégées de l'UICN, et incorporé deux nouveaux indicateurs liés aux changements climatiques à l'outil existant de suivi de l'efficacité de la gestion des AP (*Management Effectiveness Tracking Tool*, METT) (Belle et al., 2012).

(e) Renforcement des capacités nationales et régionales pour une meilleure gestion des AP en face des changements climatiques

Le projet PARCC a organisé de nombreux ateliers de formation qui ont permis d'améliorer les connaissances et le savoir-faire des participants dans les domaines des AP et des changements climatiques, au niveau de la région ouest-africaine et plus spécifiquement pour les cinq pays du projet (UNEP-WCMC, 2015).

3. Éléments d'une stratégie nationale d'intégration des approches d'adaptation aux changements climatiques dans la planification et la gestion des aires protégées

Vision et Mission

La vision de cette Stratégie s'inscrit dans la vision que le Togo s'est fixée dans son Programme national d'investissements pour l'environnement et les ressources naturelles (PNIERN) qui stipule qu'« à l'horizon 2050, un environnement sain est créé ; les bonnes pratiques de gestion de l'environnement et des ressources naturelles sont maîtrisées par les populations permettant ainsi d'atténuer les effets des changements climatiques et les risques de catastrophes naturelles pour faire du Togo un pays à forte croissance contribuant à améliorer le cadre de vie » (Direction des ressources forestières, 2014). Cette vision complète celle d'un Togo durable retenue dans la Stratégie Nationale de Développement Durable qui veut « bâtir une société sur la base d'un développement économique et social harmonieux, dans le respect culturel et supportable pour l'environnement d'ici 2030. Une société où la durabilité économique, écologique et sociale, la solidarité, les droits humains, la démocratie, la bonne gouvernance sont les baromètres de son développement ».

L'objectif de la stratégie est de renforcer les activités réactives et anticipatives en cours pour la conservation des composantes de la biodiversité et des services écosystémiques associés qui nécessitent une protection et l'utilisation durable.

La mission de la stratégie est articulée autour de 3 axes stratégiques:

- (a) Les activités de conservation en cours;
- (b) L'anticipation des changements climatiques dans la prise de décisions sur la restauration et la sécurisation des 13 aires protégées prioritaires ; et
- (c) L'environnement pour une mise en œuvre réussie de la stratégie.

Buts stratégiques, objectifs et justifications

But stratégique 1 : Renforcer les plans et programmes de conservation en cours ainsi que leur mise en œuvre en améliorant la performance des aires protégées (AP) existantes.

Objectif 1.1 : Faire le point sur les AP existantes et leur assurer une gestion durable et efficace afin de mieux réaliser les objectifs de conservation pour lesquels elles étaient créées.

Face aux changements climatiques, les éléments de la biodiversité importants pour le Togo et son développement durable doivent être protégés effectivement et efficacement là où ils se trouvent aujourd'hui, même si les changements climatiques pourront modifier leurs nombres, distributions et fonctions dans le futur, particulièrement s'ils sont déjà en danger de disparition ou s'ils sont vulnérables aux changements environnementaux. Sans protection, les éléments de la biodiversité qui sont menacés ou vulnérables aujourd'hui auront peu de chances de survivre sous l'effet de l'impact des changements climatiques.

Des rapports indiquent qu'au Togo, la plupart des AP ont perdu leur fonction du fait qu'elles ont été envahies par des populations riveraines mécontentes de la façon dont elles avaient été expropriées de leurs terres. Dans l'ensemble, les AP du Togo sont toujours soumises à de fortes pressions aussi bien naturelles qu'anthropiques. Il faudra donc que le Togo mène à bien son projet de réhabiliter les 13 AP prioritaires.

Ce projet est en cohérence avec le Plan d'Action Forestier National élaboré en 1994 et actualisé en 2011, ainsi que la Déclaration de la politique forestière dans laquelle « la restauration des peuplements dégradés et la conservation de la biodiversité » constituent l'un des axes stratégiques. Ce projet fait également partie du PNIERN, qui est un cadre fédérateur stratégique favorable à la synergie entre différents projets pour le développement durable. En outre, ce programme de réhabilitation des AP du Togo est basé sur une approche discriminante de requalification des espaces à instituer dans le système national d'AP et sur une réévaluation de la biodiversité et ses services écosystémiques associés. Il s'appuiera également sur les dispositions contenues dans les buts 1.4 (« Améliorer notablement la planification et la gestion des aires protégées sur les sites ») et 1.5 (« Prévenir et atténuer les impacts négatifs des principales menaces qui pèsent sur les aires protégées », y compris en particulier les changements climatiques et menaces connexes d'origine anthropique) du Programme de travail sur les aires protégées de la CDB en vue d'aboutir (i) à l'amélioration de la gestion des AP, notamment en mettant en œuvre les plans de gestion là où ils existent ; (ii) au développement de plans de gestion pour les AP qui n'en ont pas, conformément à l'objectif 8 de la Stratégie Nationale et du Plan d'action en matière de biodiversité (« D'ici à 2020, 50% des 13 aires protégées prioritaires sont dotés des plans d'aménagement qui présentent d'importants intérêts pour la conservation de la biodiversité ») ; (iii) au renforcement des activités de réintroduction d'espèces disparues des AP ou en voie de l'être ; (iv) à la révision de la liste des éléments de la biodiversité à conserver, liste à prendre en compte dans la révision des plans de

gestion de toutes les AP ; et (v) à la mobilisation des ressources nécessaires pour mener à bien ces activités.

Il est également important de garder à l'esprit que les résultats du projet PARCC ont montré que les AP existantes ne représentent pas suffisamment toutes les catégories d'éléments de conservation (telles que les écorégions, types de couvert végétal, distribution géographique des espèces) qui nécessitent d'être protégés.

Les actions relatives à l'objectif 1.1 sont décrites dans le Tableau 1 (voir ci-dessous).

Objectif 1.2 : Accélérer et achever la désignation et la classification dans le système national des AP les aires dont le besoin de protection a déjà été déterminé

L'état de dégradation des AP a amené le Togo à mettre l'accent depuis le début de la décennie sur l'identification et la réhabilitation d'AP prioritaires en renforçant leur rôle de conservation de la biodiversité notamment par le biais d'une gestion efficace.

Cependant, conformément à l'objectif national 14 de sa Stratégie nationale et Plan d'action sur la biodiversité, le pays a également l'intention de créer une aire marine protégée (Adjonou, 2012) qui devrait être incluse au RAMPAO. En outre, depuis 2010, plusieurs communautés locales ont constitué des forêts communautaires dont la valeur en biodiversité est importante et où elles appliquent une gestion de conservation durable avec l'appui de l'Etat, de l'UICN et autres ONG, ainsi que du programme de micro-financement du FEM. C'est le cas par exemple des forêts communautaires d'Ando-Kpomey, Alibi-1, Natchabouanga, Kemeni, Péssaré et Namab (MERF, 2014). Ces forêts communautaires pourraient être considérées, conformément à une décision de la Conférence des Parties à la CDB, pour une classification comme aires protégées, notamment dans les catégories V et VI de l'UICN.

Les actions relatives à l'objectif 1.2 sont décrites dans le Tableau 1 (voir ci-dessous).

Objectif 1.3 : Identifier les composantes de la biodiversité et les services écosystémiques connexes importants pour le Togo et adopter des mesures pour renforcer leur protection en tenant compte des Objectifs de développement durable et des nouvelles perspectives dans la conservation de la diversité biologique, y compris l'adaptation aux changements climatiques et la lutte contre la dégradation des terres.

Le programme de réhabilitation des 13 AP prioritaires du Togo comprend un volet important de requalification des espaces à instituer dans le système national d'AP. Ceci est l'occasion pour le pays d'inventorier, cartographier et surveiller les ressources génétiques, les espèces, les habitats, les écosystèmes et les services écosystémiques connexes de manière à identifier les éléments qui sont d'une importance directe pour le développement durable et l'éradication de la pauvreté. Si certains de ces éléments sont significativement menacés par des pressions complexes d'origine naturelle (par exemple les catastrophes naturelles) ou humaine, y compris les changements climatiques, il faudra se concentrer sur les mesures de conservation de ces éléments en priorité. De même les éléments qui confèrent une certaine résilience aux communautés humaines et aux écosystèmes aujourd'hui ou dans l'avenir devraient également être considérés pour des mesures de conservation prioritaires. Les objectifs 13 et 15 de la SNAP-DB-2014 stipulent respectivement que « d'ici à 2018, le statut de conservation des espèces de faune et de flore terrestres, aquatiques et semi-aquatiques devrait être établi afin d'élaborer des plans d'utilisation durable et de conservation spécifique » et que « d'ici à 2018, les écosystèmes terrestres, aquatiques et marins importants pour la conservation de la diversité biologique devraient être cartographiés afin de garantir la durabilité de l'utilisation des ressources biologiques ».

La surveillance de l'état et évolution de ces éléments « prioritaires » permettra de garantir que des mesures d'adaptation appropriées sont en place pour les maintenir pour les générations présentes et futures. L'identification des éléments de la biodiversité nécessitant des mesures de conservation est un processus qui doit être régulièrement mis à jour pour prendre en compte la situation et les tendances de la biodiversité dans le temps et l'espace.

Les actions relatives à l'objectif 1.3 sont décrites dans le Tableau 1 (voir ci-dessous).

Objectif 1.4 : Mener une étude des lacunes basée sur une liste mise à jour d'éléments de conservation, c.-à-d. de composantes de la biodiversité qui devraient être protégés, et établir des priorités en tenant compte des menaces qui pèsent sur eux et de leur importance écologique/biologique et socio-économique pour le pays.

Le système de planification systématique de la conservation du projet PARCC a considéré tous les types de végétation, de couvert végétal naturel, d'écotones, ainsi que la distribution des espèces d'amphibiens, d'oiseaux, et de mammifères. Toutefois, il serait important de refaire l'analyse des lacunes en utilisant la nouvelle liste obtenue au titre de l'objectif 1.3 plus haut et en se concentrant sur les 13 aires protégées prioritaires. Cette liste pourrait notamment contenir plus de groupes de

vertébrés, inclure des invertébrés et des plantes, et considérer, en plus des espèces, les communautés formées par les espèces animales et/ou végétales, ainsi que les services d'origine écosystémique. Le projet PARCC a organisé des ateliers de formation à de multiples niveaux institutionnels pour mener à bien la planification systématique de la conservation et identifier les sites à conserver en priorité. Cette formation devra se poursuivre pour obtenir une masse critique d'experts dans ce domaine. Ces experts pourront alors répéter l'analyse des lacunes en utilisant une liste mise à jour (de l'objectif 1.3 ci-dessus).

Les actions prévues à titre de cet objectif permettront de progresser dans la mise en œuvre de l'Objectif national 13 (« Etablir d'ici à 2018, le statut de conservation des espèces de faune et de flore terrestres, aquatiques et semi-aquatiques afin d'élaborer des plans d'utilisation durable et de conservation spécifique »).

Les actions relatives à l'objectif 1.4 sont décrites dans le Tableau 1 (voir ci-dessous).

But stratégique 2 : Anticiper et répondre aux changements environnementaux en cours et futurs causés notamment par les changements climatiques

Objectif 2.1 : Accroître les connaissances de l'impact observé et projeté des changements climatiques sur la biodiversité et les services d'origine écosystémique connexes du Togo, en prenant en compte les savoirs locaux et le fait que plusieurs pressions agissent de façon concertée, et élaborer des plans pour sauvegarder les espèces répertoriées comme menacées ou vulnérables face aux perturbations climatiques.

Le 5^{ème} rapport du GIEC présente une vue d'ensemble sur l'impact observé et projeté des changements climatiques sur la biodiversité en Afrique, et le projet PARCC a généré des données et projections climatiques régionales plus détaillées. Bien que les projections climatiques donnent une indication des changements attendus dans les températures, les précipitations et leurs impacts sur la biodiversité et sur la disponibilité en eau, il sera nécessaire de vérifier ces projections avec des données observées, et de les affiner au niveau des pays et au niveau local/sous-national.

En général, les changements climatiques modifient les calendriers biologiques / saisonniers (par exemple l'arrivée d'espèces migratrices, la longueur de la période de croissance des plantes et la période de disponibilité des aliments, tels que les insectes et les fruits). Ils augmentent (i) les moyennes et extrêmes des températures et des précipitations ; (ii) la fréquence et l'intensité d'événements extrêmes comme les tempêtes, les inondations, la sécheresse et les feux de brousse ; et (iii) la concentration en dioxyde de carbone de l'atmosphère. Les changements climatiques

entraînent également des modifications dans les relations entre les espèces, en particulier au niveau de la chaîne trophique ; des changements dans la distribution des espèces à travers les paysages / écosystèmes ; et des stress physiologiques qui peuvent augmenter la mortalité de la flore et la faune, accroître leur susceptibilité aux maladies et réduire leur capacité de reproduction. Ils peuvent aussi favoriser les espèces exotiques envahissantes, les agents pathogènes, les maladies, et la dégradation des écosystèmes en entraînant l'expansion de la désertification. De plus, les changements climatiques interagissent avec les pressions non-climatiques et accentuent la vulnérabilité des écosystèmes, en particulier dans les zones arides et semi arides.

Le NAPA ainsi que la deuxième communication nationale sur les changements climatiques (2010) ont confirmé les conclusions du GIEC sur l'impact des changements climatiques en Afrique de l'ouest. De plus, le projet PARCC a montré que des changements importants dans la distribution des espèces étaient attendus pour les amphibiens, oiseaux et mammifères.

Pour les décideurs, il sera utile d'accompagner les données sur la température, les régimes de pluie, la disponibilité de l'eau et la sécheresse avec les aspects socioéconomiques de l'impact des changements climatiques et le potentiel de succès des mesures à prendre pour atténuer ces impacts ou s'y adapter. Cette information permettra de mieux intégrer les mesures d'adaptation aux changements climatiques à la planification des AP, aux stratégies de leur gestion et à la conception de systèmes d'AP, conformément à l'objectif 1.4.5 du Programme de travail sur les aires protégées de la CDB.

Les actions relatives à l'objectif 2.1 sont décrites dans le Tableau 1 (voir ci-dessous).

Objectif 2.2 : Identifier et gérer de manière appropriée les refuges climatiques, les aires de résilience aux changements climatiques et les zones susceptibles de comprendre la distribution géographique future des espèces déplacées en réponse aux changements climatiques

Les projections de l'impact des changements climatiques indiquent qu'il y aura des modifications dans la distribution de la majorité des espèces, y compris des contractions dans la distribution et l'abondance de nombreuses espèces. Plusieurs habitats ou écosystèmes pourraient disparaître, se contracter, se dégrader ou voir leur fonctions et fonctionnement être modifiés. Dans ce contexte, face aux changements climatiques, on devra chercher à identifier des refuges dits climatiques, qui sont des lieux où le climat et les conditions biophysiques associées restent relativement stables, et où les perturbations climatiques n'ont pas d'impact significatif sur la

biodiversité. L'on peut trouver ces Aires de résilience aux changements climatiques (ARCC) par exemple sur les hauts plateaux, dans les vallées froides et sur les versants de montagnes opposés à l'Équateur (Smith, 2013b). Ces aires peuvent avoir des températures moyennes beaucoup plus basses et des régimes de précipitations relativement stables. Le projet PARCC a pu documenter la présence de ces zones qui sont naturellement résilientes aux changements climatiques. Cette information peut être utilisée pour élaborer des plans et des programmes qui anticipent les modifications attendues dans la distribution des espèces.

De plus, du fait que de nombreuses espèces peuvent déplacer leurs aires de distribution en réponse aux changements climatiques, la démarche de conservation devra aussi prendre en compte l'arrivée de nouvelles espèces dans une aire protégée ou le départ possible de certaines espèces d'une aire protégée en quête de conditions convenables à leur survie. On devra donc considérer la possibilité d'étendre les aires protégées existantes ou de les relier entre elles afin de faciliter le déplacement des espèces vers de meilleures conditions. Toutefois, il faudra bien choisir les zones à intégrer dans le système d'AP sur des bases non seulement écologiques mais aussi socioéconomiques. Les nouvelles aires de distribution des espèces peuvent également déborder les limites nationales. Dans cette optique, il faudra également envisager une coopération transfrontalière lors de l'identification et de la sélection de zones d'action prioritaires (voir but stratégique 3 ci-dessous).

Dans l'éventualité de déplacements d'espèces et de contractions possibles d'habitats, il pourra même être envisagé de déclassifier une AP ou tout au moins une partie de l'AP qui ne remplirait plus sa fonction de conservation. Ces activités contribueront à la réalisation de l'objectif 3 de la SNAP-DB, 2015⁴ et cela conformément à la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire, adoptée en 2009.

Les actions relatives à l'objectif 2.2 de cette stratégie sont décrites dans le Tableau 1 (voir ci-dessous).

Objectif 2.3 : Développer, réévaluer, restaurer et/ou maintenir des corridors ou des points de relais écologiques entre les aires protégées en réponse aux changements climatiques, en tenant compte des changements possibles dans la distribution des espèces et l'état des écosystèmes

⁴ Objectif 3: Elaborer d'ici à 2017 un schéma national d'aménagement du territoire, précisant les zones consacrées aux établissements humains, à l'agriculture, l'aquaculture, la sylviculture et la conservation de la diversité biologique, etc.

En raison de l'utilisation non durable des terres et de la biodiversité, de nombreuses AP ont été fragmentées et les fragments ont perdu la fonction de conservation originelle. Malheureusement, les AP constituées en îlots, particulièrement quand elles sont de petite taille, ne peuvent pas assurer dans le temps la protection de la fonctionnalité des écosystèmes et la survie des espèces, surtout quand ces dernières ont une large superficie de distribution ou qu'elles ont besoin de modifier leur aire de distribution en quête de meilleures conditions face aux changements climatiques. Comme solution, on peut mettre en place des instruments de connectivité écologique, tels que des couloirs/corridors écologiques ou des points de relais, pour relier les AP entre elles, en appliquant l'approche écosystémique. En ce faisant, on intègre les AP dans des secteurs et paysages terrestres et marins plus vastes afin de maintenir leurs structures et leurs fonctions écologiques. Ceci est conforme à l'objectif d'Aichi 11 qui précise que les AP ne doivent pas être créées dans l'isolement, mais doivent être connectées les unes aux autres et être bien intégrées dans le paysage.

Les couloirs ou corridors assurent que les espèces se déplacent entre les AP et d'autres îlots de végétation naturelle en quête de leur survie, notamment le long de gradients climatiques. Ces couloirs ou corridors créent de la perméabilité dans le paysage permettant ainsi le mouvement des plantes et des animaux, et le flux de gènes entre les populations d'espèces. Ceci contribue à empêcher l'extinction locale des espèces et facilite la recolonisation après extinction locale. Ceci est particulièrement critique pour les espèces qui ont une faible capacité intrinsèque de dispersion et donc d'adaptation en cas de perturbations climatiques. Le complexe d'AP d'Oti-Kéran-Mandouri (complexe OKM) de par sa position offre un couloir de migration pour les grands mammifères qui se déplacent annuellement entre le complexe des parcs nationaux WAP (« W » au Niger, Arly au Burkina Faso et Pendjari au Bénin), le couloir classé de Dough, la Fosse aux Lions et la Réserve de Galangashie. Le complexe OKM-WAP est l'un des sites pilotes choisis dans le projet PARCC pour étudier la question relative à la gestion des AP transfrontalières dans le cadre du changement climatique (Carr, 2015).

Cependant, la plupart des plans de connectivité sont basés sur des cartes actuelles de la biodiversité qui ne reflètent pas la distribution attendue des espèces ni l'état des habitats/écosystèmes dans le climat futur. La création de corridors peut se faire en classant des couloirs comme AP, ou en créant des points de relais de végétation, ou encore en restaurant⁵ des habitats et des écosystèmes dégradés, le cas échéant.

⁵Voir But 1.2.5 du Programme de travail sur les aires protégées (<https://www.cbd.int/protected/pow/learnmore/intro/>)

L'emplacement des corridors de connectivité devra être décidé sur la base de données scientifiques, mais aussi en consultation avec les communautés locales et les autres parties prenantes présentes dans ou aux alentours des espaces qui formeront les corridors. Ces communautés locales ou du secteur privé devront également participer autant que possible à leur gestion. Un réseau d'AP ne doit pas seulement comprendre des corridors qui relient les AP, mais toute sa conception et sa mise en place doivent être compatibles avec les aspirations des communautés locales et des secteurs clés du développement et des ressources naturelles, et anticiper les changements futurs dans les habitats et la distribution des espèces, notamment sous différents scénarios de changements climatiques.

Les actions relatives à l'objectif 2.3 sont décrites dans le Tableau 1 (voir ci-dessous).

But stratégique 3 : Créer et/ou renforcer un environnement propice à une mise en œuvre réussie de la stratégie

Le succès d'une stratégie dépend en grande partie des facteurs qui favorisent sa mise en œuvre. Ces facteurs comprennent essentiellement son intégration dans des stratégies, objectifs, plans ou programmes existants qui se situent à un niveau supérieur dans la politique du pays, en l'occurrence les Objectifs pour le développement durable, la Stratégie nationale et plan d'action sur la biodiversité (SNPA-DB) et le Programme d'action national d'adaptation (PANA) aux changements climatiques. Les autres facteurs comprennent les capacités humaines, financières, technologiques et institutionnelles disponibles, la sensibilisation et l'engagement des parties prenantes et des ayants droit, la disponibilité et l'accès aux données et informations pertinentes, ainsi que la mise en place de mécanismes de suivi, de coordination et de coopération inter et/ou intra gouvernementale.

Dans sa SNPA-DB actualisée, le Togo a défini des objectifs qui concernent le renforcement des capacités techniques et humaines : (i) Objectif 18 : Accroître l'expertise nationale d'ici 2020, y compris la prise en compte des pratiques traditionnelles ; (ii) Objectif 19 : Développer d'ici à 2020 la prise en compte des enjeux de biodiversité dans toutes les formations scolaires et universitaires ; et (iii) Objectif 20 : Rendre opérationnel d'ici à 2015, un comité national de biodiversité regroupant les principaux acteurs intervenant dans l'utilisation et la gestion de la biodiversité.

Objectif 3.1 : Intégrer cette stratégie sur les aires protégées et les changements climatiques dans des stratégies, plans et programmes beaucoup plus larges

La mise en œuvre de cette stratégie trouvera sa place si elle est intégrée aux stratégies, plans et programmes beaucoup plus larges qui bénéficient de ressources approuvées par le gouvernement et qui sont les priorités du pays. Cette stratégie avec ses actions comble une lacune ou précise des éléments des stratégies nationales pour le développement durable du pays. L'intégration sera plus efficace si elle est faite lors de la conception des projets et des interventions complexes de développement de manière à ce que les éléments de la stratégie soient pris en compte dans les budgets nationaux et bénéficient de possibilités de financement provenant de sources multiples.

Il s'agit en réalité de mieux intégrer la biodiversité dans la sphère économique pour concilier les intérêts publics et privés et inciter les acteurs économiques à investir dans le capital écologique. Le gouvernement du Togo s'est donné comme objectif pour 2018 de faire de la biodiversité une priorité que les décideurs et les parties prenantes intègrent aux stratégies, plans, programmes nationaux, sectoriels et locaux de développement et de lutte contre la pauvreté, notamment en incorporant les valeurs de la biodiversité dans les comptes nationaux. La gestion des AP devra donc être prise en compte dans les politiques et programmes sectoriels de développement.

Objectif 3.2 : Renforcer les capacités humaines, financières, institutionnelles, législatives et technologiques

Le besoin de renforcer les capacités a déjà été relevé dans plusieurs documents stratégiques et de politique générale du gouvernement pour accroître le nombre d'experts, acquérir des techniques et technologies adéquates, sensibiliser le plus de personnes, combler les lacunes ou incohérences au niveau du régime juridique, des politiques et des connaissances sur des questions pertinentes, ou pour mobiliser les moyens financiers. Tout plan de renforcement des capacités s'appuiera donc sur les activités en cours.

Capacités humaines

Conformément à l'objectif 8 de la SNAP-DB, 2015, le pays voudrait accroître l'expertise nationale d'ici à 2020, y compris la prise en compte des pratiques traditionnelles. Les activités de formations donneront aux experts locaux plusieurs capacités, notamment celles de (i) cartographier les espèces, écosystèmes et paysages terrestres et aquatiques ainsi que leurs fonctions et services ; (ii) décrire leur état et tendance en réponse à plusieurs pressions anthropiques et naturelles, en particulier les changements climatiques, en essayant de mettre en évidence leur vulnérabilité ; (iii) projeter leur distribution, état et tendance dans les années à venir en réponse à de multiples facteurs de perte de la biodiversité en mettant l'accent sur les perturbations climatiques ; (iv) répertorier les

zones pouvant servir de refuges aux espèces lorsque les conditions climatiques deviennent défavorables ou qui ont une résilience naturellement élevée face aux changements climatiques ; et (v) utiliser des logiciels de planification systématique de la conservation pour effectuer une analyse des lacunes et identifier des aires prioritaires pour la conservation. Les formations dispensées dans le cadre du projet PARCC devrait être élargie pour inclure davantage d'experts locaux afin qu'ils puissent continuer à améliorer les méthodes et résultats obtenus avec de nouvelles données et guider la recherche dans la collecte des données. Ces formations compléteront celles qui sont articulées autour des outils de prévisions climatiques et des AP, notamment pour la mise en œuvre du programme de travail sur les aires protégées de la CDB.

Il faut noter que le programme de réhabilitation des AP du Togo prévoit pour sa réussite (i) l'accroissement des connaissances sur les écosystèmes naturels et la biodiversité et (ii) l'accroissement des capacités des acteurs locaux, gouvernementaux et non gouvernementaux pour la gestion conjointe de ces écosystèmes. Par ailleurs, le PFN élaboré en 1994 et actualisé en 2011 recommande le renforcement des capacités institutionnelles et humaines en matière de gestion durable des forêts, l'élaboration des grands axes de la politique forestière nationale axés sur l'extension du couvert forestier national et l'actualisation du cadre législatif et réglementaire de gestion des ressources forestières par l'élaboration de textes d'application du code forestier togolais. Les programmes de renforcement des capacités bénéficieront des initiatives en cours.

Capacités financières

La mise en œuvre de cette stratégie requiert beaucoup de ressources financières. Il existe plusieurs mécanismes qui devront être explorés pour mobiliser les fonds nécessaires (Smith, 2013a). La mise en œuvre de cette stratégie pourra bénéficier des financements du Fonds pour l'environnement mondial pour des projets concernant la biodiversité, les changements climatiques ou la dégradation des terres, mais aussi du Fonds pour les pays les moins avancés, du Fonds spécial pour les changements climatiques et du Fonds pour l'adaptation prévu par le Protocole de Kyoto.

Plusieurs objectifs et programmes envisagés pour la sixième période de reconstitution des ressources du fonds (FEM-6) coïncident avec les actions prévues dans cette stratégie. Il s'agit par exemple de : (i) améliorer la durabilité des réseaux d'AP, (ii) réduire les menaces à la biodiversité d'importance mondiale, (iii) promouvoir l'innovation, le transfert de technologie, et les politiques et stratégies de soutien sur les questions relatives aux changements climatiques, (iv) améliorer la résilience des forêts aux changements climatiques par une gestion durable, et (v) restaurer les

écosystèmes forestiers en vue de retrouver les services écosystémiques. D'autres mécanismes comme le REDD+ et le Fonds français pour l'environnement mondial méritent également d'être explorés. L'estimation du stock de carbone dans les AP et autres écosystèmes naturels et le maintien du stock de carbone existant ouvre des opportunités de crédit carbone générées par la REDD+. Il s'agira également de maîtriser les activités actuellement très destructrices des espaces naturels en sécurisant les AP (Direction des ressources forestières, 2014). Les forêts protégées peuvent aussi bénéficier du Fonds national de développement forestier mis en place par le Décret N° 2009-092/PR.

Capacités institutionnelles et technologiques

Conformément à l'approche par écosystème, la mise en œuvre de la gestion à long terme exige des institutions stables, des cadres juridiques et politiques, ainsi que des programmes de suivi, de vulgarisation et de sensibilisation soutenus par des stratégies de communication et des programmes de formation. L'objectif 8 de la SNAP-DB consiste à renforcer les cadres juridique et institutionnel ainsi que la gouvernance locale des ressources naturelles d'ici à 2018 afin de créer un environnement favorable à la lutte effective contre l'érosion de la biodiversité. Il faudra en particulier chercher des compromis, des incitations et des explications lorsqu'il faudra négocier les terres avec les communautés locales en raison des besoins futurs qu'auront les espèces animales ou végétales pour assurer leur distribution future à un moment où l'usage des terres par les populations pourrait être guidé par des besoins de subsistance urgents.

Il est important de noter l'adoption en 2008 de la Loi-cadre sur l'environnement qui définit les principes et les dispositions pour le renforcement du développement durable au Togo. Cette loi a créé la Commission Nationale de Développement Durable et a mis en place des commissions locales de développement durable. Pour mettre en œuvre la politique prévue par cette loi, une Agence nationale de gestion de l'environnement a été créée, ainsi qu'un Fonds national pour l'environnement pour le développement d'une stratégie de financement du secteur et la mobilisation des ressources. Toutefois, la plupart des institutions prévues par la Loi-cadre sur l'environnement et le Code forestier ne sont pas encore opérationnelles.

Aussi, de nombreuses technologies indispensables pour mettre en œuvre plusieurs actions de cette stratégie ne sont pas encore disponibles au Togo. L'objectif 17.6 du développement durable appelle les gouvernements à renforcer l'accès à la science, à la technologie et à l'innovation, ainsi que la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et la coopération triangulaire régionale et internationale dans les domaines du développement durable.

Objectif 3.3 : Renforcer la communication, l'éducation, la recherche et la sensibilisation sur les aires protégées, l'impact des changements climatiques et l'adaptation aux changements climatiques

La communication, l'éducation, la recherche et la sensibilisation sur les questions relatives aux aires protégées, aux impacts des changements climatiques et à l'adaptation aux changements climatiques sont essentielles pour le succès de la mise en œuvre de cette stratégie. Elles soutiendront le processus de prise de décision et d'élaboration des politiques, et faciliteront et renforceront la participation (y compris celle des médias et des parlementaires), l'engagement et la mise en œuvre.

Ces activités sont essentielles et font l'objet d'objectifs spécifiques dans la SNAP-DB réactualisée: (i) Objectif 1. « Développer une approche intégrée de sensibilisation pour que d'ici à 2020, 50% de la population togolaise soient mobilisées pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité », (ii) Objectif 10 « Développer d'ici à 2016 la recherche afin d'améliorer, partager et diffuser les connaissances sur la biodiversité » et objectif 19 « Développer d'ici à 2020 la prise en compte des enjeux de biodiversité dans toutes les formations scolaires et universitaires ».

Objectif 3.4 : Renforcer la coordination et la coopération, y compris la coopération transfrontalière

Les questions des AP et des changements climatiques sont transversales et, de ce fait, concernent plusieurs Ministères à savoir essentiellement les Ministères en charge de l'environnement, de l'agriculture, de l'élevage, de l'eau, des finances, de l'aménagement du territoire et des affaires étrangères, ainsi que plusieurs départements au sein des Ministères, les collectivités locales, l'université, les ONG, les associations de la société civile et le secteur privé. Au Togo, la Commission Nationale du Développement Durable (CNDD) issue de la fusion entre le Comité National de l'Environnement (CNE) et la Commission Interministérielle pour l'Environnement (CIE) a été mise en place par décret en 2011. Cet organe rattaché au Ministère de l'environnement coordonne l'action environnementale du gouvernement. Il est également chargé de suivre l'intégration de la dimension environnementale dans les politiques et stratégies de développement, d'élaborer la stratégie nationale de développement durable et de suivre sa mise en œuvre. Dans son objectif 20 à titre de la SNAP-DB-2014, le gouvernement avait décidé de rendre opérationnel, avant la fin de 2015, un comité national de biodiversité regroupant les principaux acteurs intervenant dans l'utilisation et la gestion de la biodiversité. Une certaine coordination entre les mécanismes de financement et les bailleurs de fonds est importante, et celle-ci est réalisée de plus en plus à travers l'adoption d'une approche programmatique, au lieu de l'approche par projet utilisée dans le passé.

Pour assurer une synergie d'action entre la mise en œuvre des conventions de Rio (CDB, CCNUCC et CNUCD) et autres conventions à caractère environnemental, le Togo a confié à un seul ministère de rassembler les points focaux de toutes les conventions relatives à l'environnement, de même que le point focal opérationnel pour le FEM. Le point focal de la diversité biologique est assuré par la Direction de la faune et de la chasse, celui de la lutte contre la désertification par la Direction des eaux et forêts et celui des changements climatiques et du protocole de Kyoto, de la convention de Stockholm et Bâle, et du protocole de Montréal est confié à la Direction de l'environnement. Toutes ces trois directions sont sous le même Ministère et sont stratégiquement coordonnées par un seul Secrétaire Général. Cette disposition permet d'assurer une parfaite synergie des interventions au titre de ces différentes conventions.

Il faut également noter qu'au Togo, de plus en plus de structures régionales collaborent avec les structures nationales et locales en vue d'assurer une gestion efficace et l'utilisation durable des ressources naturelles, ainsi que la formation des cadres supérieurs dans le domaine de l'aménagement et de la gestion des ressources naturelles. Un nombre croissant de cadres est formé grâce à la coopération internationale dans des universités de la région ou en dehors du continent. Le renforcement de la coopération sous-régionale dans le domaine de la biodiversité est important notamment avec les pays voisins comme le Burkina-Faso, le Bénin et le Ghana. Dans ce contexte, les ministères en charge de l'environnement du Togo et du Bénin ont signé en 2012 un accord de coopération pour une meilleure gestion des ressources transfrontalières, notamment autour du bassin du fleuve Mono.

La réalisation des objectifs de cette stratégie requiert la participation de plusieurs catégories de personnes, départements, secteurs économiques, et organisations gouvernementales aussi bien que non-gouvernementales qui opèrent souvent à des échelles différentes et avec des objectifs relatifs à différents niveaux de l'organisation biologique et écologique. Une bonne coordination de leurs actions est nécessaire, notamment dans la mise en œuvre de cette stratégie.

De nombreux objectifs concernant les AP et l'adaptation aux changements climatiques ne seront atteints que grâce à une coopération transfrontalière (Adjonou, 2012) et régionale. Les frontières administratives effectivement ne coïncident pas souvent avec les limites écologiques naturelles. Une AP est donc susceptible d'être plus efficace dans la conservation de la biodiversité, de ses composantes et de leurs services si elle suit les limites naturelles des écosystèmes, plutôt que limites administratives. De plus, les espèces qui se déplaceront en réponse aux changements

climatiques pourront traverser les frontières administratives, et leur gestion nécessitera alors des accords transfrontaliers. Il existe de nombreuses expériences de coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest qui peuvent guider dans les voies et moyens à mettre en place pour gérer avec succès des AP transfrontalières. Le Togo entretient et compte augmenter ses AP transfrontalières avec tous ses pays voisins. Il sera nécessaire de s'assurer que l'impact des changements climatiques actuels et dans le futur est pris en compte dans les plans et la gestion des AP transfrontalières.

Tableau 1 : Actions clés, activités spécifiques possibles, et coordination et participation souhaitée des ministères et autres collaborateurs.

| Actions clés | Activités spécifiques possibles et quelques justifications et recommandations de politique générale | Ministères (coordination ou contribution) et collaborateurs ⁶ |
|--|--|---|
| But stratégique 1 : Renforcer les plans et programmes de conservation en cours ainsi que leur mise en œuvre en améliorant la performance des aires protégées (AP) existantes et en complétant la désignation et la classification d'aires dont le besoin de protection a déjà été déterminé | | |
| Objectif 1.1 : Faire le point sur les AP existantes et leur assurer une gestion durable et efficace afin de mieux réaliser les objectifs de conservation pour lesquels elles étaient créées | | |
| <p>(a) Évaluer périodiquement et systématiquement l'efficacité de la gestion des AP existantes sur base des objectifs inscrits dans les décrets de leur création et dans leurs plans de gestion s'ils existent.</p> | <p>Il est nécessaire de prendre des mesures pour améliorer la gestion des AP pour une conservation effective des composantes de la biodiversité y compris face aux changements climatiques. Il est également nécessaire d'évaluer régulièrement le succès des mesures prises. Pour ce faire, l'outil de suivi de l'efficacité de la gestion (METT), révisé par Belle <i>et al.</i> (2012) pour y inclure des considérations relatives aux changements climatiques, pourra être utilisé.</p> <p>L'évaluation de l'efficacité de la gestion des AP devra également inclure un examen des changements possibles dans la présence, la richesse</p> | <p>Ministère de l'environnement et des ressources forestières (MERF), Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP), Ministère du Plan et du Développement (MPD), Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche (MESR), Ministère du Développement à la base (MDB), les organisations de la société civile (OSC), les Parlementaires, les collectivités/ communautés locales (CCL)</p> |

⁶ Cette colonne a été remplie avec les participants lors de la consultation du 28 août à Lomé.

| | | |
|--|---|--|
| | et la distribution des espèces et des communautés, dans les attributs fonctionnels des habitats, écosystèmes ou paysages, et si certaines zones devraient être modifiées ou adaptées afin qu'elles puissent relever les défis liés au changement climatique. Cette évaluation pourra être réalisée notamment par le biais de l'imagerie par satellite pour évaluer par exemple les changements d'utilisation des terres, la productivité végétale primaire et la phénologie. | |
| (b) Mettre à jour ou, pour les AP qui n'en n'ont pas, développer des plans de gestion, en faisant en sorte qu'ils prennent en compte les changements climatiques et en utilisant l'approche participative. | <p>Certains plans d'action doivent être mis à jour et d'autres devraient être développés. L'élaboration des plans de gestion devra particulièrement intégrer des considérations relatives aux changements climatiques, mais toutes les pressions sur les AP, y compris les plus récentes aggravées par les changements climatiques, doivent être abordées.</p> <p>La mise à jour et l'élaboration de plans de gestion doivent être faites de manière participative (voir objectif 3.4 et les principes régissant cette stratégie à la section 4.2 plus bas) et le plus tôt possible dans le processus de classification de chaque AP et tout au long de sa vie.</p> | MERF, MAEP, MESR, MEF, Parlementaires, OSC, CCL |
| (c) Réviser le statut et la gouvernance de certaines AP qui ne sont pas gérées efficacement et examiner si, | Le projet PRAPT (Projet de Renforcement du rôle de conservation du système national des Aires | MERF, MEF, Ministère de l'administration territoriale (MAT), Ministère de la justice |

| | | |
|--|---|---|
| dans certains cas, elles peuvent être reclassées au profit des populations locales | Protégées du Togo) prend en compte cette activité à travers la requalification des 13 AP prioritaires. | (MJ), Ministère de la Sécurité (MS), Parlementaires, CCL, MPD |
| (d) Renforcer les activités de réintroduction d'espèces disparues des AP ou en voie de disparition, et favoriser la reconstitution des espèces menacées moyennant l'application de plans de gestion adéquats, en ligne avec l'objectif d'Aichi 12 et son équivalent national l'objectif 13 ⁷ , et l'article 8 de la CDB | | MERF, MESR, CCL |
| (e) Identifier les facteurs directs et indirects qui déterminent l'efficacité de la gestion des AP existantes, et appliquer les mesures appropriées, préventives ou correctives, pour améliorer et maintenir l'efficacité de cette gestion à des niveaux adéquats | <p>Cela implique:</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) L'identification et l'évaluation des menaces / pressions directes et indirectes, et la réduction de leurs impacts sur les AP et sur les mesures prises pour mettre en œuvre les plans de gestion ; (ii) L'application de la gestion adaptative des programmes de surveillance pour améliorer et/ou maintenir des niveaux adéquats de résilience dans les AP (voir objectif national 13 de la SNAP-DB-2014) et d'évaluer la mise en œuvre des plans de gestion ; (iii) La restauration des aires dégradées, y compris la réintroduction des espèces menacées ou disparues, et le rétablissement de leur intégrité écologique ; | MERF, MAEP, MDB, AdT, JVE MESR, Parlementaires |

⁷ Objectif 13. Etablir d'ici à 2018, le statut de conservation des espèces de faune et de flore terrestres, aquatiques et semi-aquatiques afin d'élaborer des plans d'utilisation durable et de conservation spécifique

| | | |
|---|---|---|
| | <p>(iv) La prise en compte, dans la planification et l'exécution de ce travail, des services écosystémiques, des connaissances locales et autres ressources culturelles, ainsi que les considérations liées aux changements climatiques ; et</p> <p>(v) Le renforcement des structures existantes, de la législation et des initiatives en cours, ainsi que le développement et la mise en œuvre des programmes pour l'utilisation durable des ressources naturelles en faveur des communautés locales autour des AP, afin de réduire les risques de pression sur les ressources, conformément à l'article 8 de la CBD.</p> | |
| <p>Objectif 1.2 : Accélérer et achever la désignation et la classification dans le système national des AP des aires dont le besoin de protection a déjà été déterminé.</p> | | |
| <p>(a) Compléter les études et la mobilisation des ressources nécessaires pour la création et le bon fonctionnement de l'aire marine protégée, considérée dans l'objectif national 14⁸ de la SNAP-DB-2014.</p> | <p>Il est important d'assurer la participation des communautés locales et autres parties prenantes comme le secteur privé, et que la nouvelle AP contribue efficacement (i) à la réalisation des objectifs du pays en matière de conservation et utilisation durable de la biodiversité et des services fournis par le milieu marin, et (ii) au renforcement du réseau national d'AP qui doit être</p> | <p>MERF, CCL, MESR, MEF, MAEP, Institut Togolaise de Recherche Agronomique (ITRA), Parlementaires</p> |

⁸ Objectif 14 : Engager d'ici à 2018 des actions, en vue de la création d'une aire marine protégée (AMP) reliant le réseau régional d'aires marines protégées d'Afrique de l'Ouest

| | | |
|---|---|--|
| | <p>écologiquement représentatif, constitué d'AP bien reliées et gérées efficacement et équitablement, et résilientes à l'impact des changements climatiques.</p> <p>Le gouvernement entreprendra également les démarches nécessaires pour intégrer le RAMPPO.</p> | |
| <p>Objectif 1.3: Identifier les composantes de la biodiversité et les services écosystémiques connexes importants pour le Togo et adopter des mesures pour renforcer leur protection en tenant compte des Objectifs de développement durable et des nouvelles perspectives dans la conservation de la diversité biologique, y compris l'adaptation aux changements climatiques et la lutte contre la dégradation des terres.</p> | | |
| <p>(a) Identifier, inventorier, cartographier et faire le suivi de l'état des ressources génétiques, des espèces, des habitats, des écosystèmes et des services écosystémiques connexes importants pour le Togo, son développement durable et l'éradication de la pauvreté</p> | <p>Il faudra ici mettre l'accent sur les composantes de la biodiversité qui sont à risque ou vulnérables aux changements climatiques, ou qui assurent la résilience aux changements climatiques des communautés humaines, de la biodiversité, et des écosystèmes, maintenant et à l'avenir.</p> <p>Plus spécifiquement, en s'appuyant notamment sur les résultats du projet PARCC, il faudra :</p> <p>(i) Evaluer l'état des différents éléments de la biodiversité et leurs valeurs. Les éléments qui sont à la fois uniques au pays, menacés (surtout si la menace est au niveau mondial) et vulnérables aux changements climatiques devraient être considérés comme prioritaires dans la planification et les programmes de conservation ;</p> | <p>MERF, MESR, MAEP, MPD, OSC, MDB, PTF, MEF, Parlementaires</p> |

| | | |
|--|--|--|
| | <p>(ii) Utiliser et disséminer les données des travaux sur la vulnérabilité des espèces réalisés notamment dans le cadre du projet PARCC ;</p> <p>(iii) Cartographier pour les 13 AP prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Les lieux qui contiennent un nombre comparativement élevé d'espèces menacées et/ou vulnérables aux changements climatiques, surtout dans les zones où les ressources sont limitées ; b. Les sites qui ont une reconnaissance internationale, en l'occurrence les sites RAMSAR et les aires importantes pour les oiseaux et la biodiversité mais qui n'ont pas de statut de protection officiel ; c. Les autres éléments importants de la biodiversité, y compris leurs valeurs écologiques / environnementales et socio-économiques, en d'autres termes leurs services écosystémiques. <p>Cette étude devra également considérer ce qui se passera lorsque des composantes de la biodiversité sont perdue ou dégradées (ce qui pourrait entraîner la perte de la résilience des écosystèmes aux changements environnementaux) ;</p> <p>(iv) Identifier les espèces et les lieux prioritaires qui doivent être protégés pour la survie des</p> | |
|--|--|--|

| | | |
|--|---|---|
| | <p>espèces et des services écosystémique face aux changements climatiques ;</p> <p>(v) Rassembler des données de base nécessaires comme référence lors de l'évaluation des progrès dans la mise en œuvre de cette stratégie ;</p> <p>(vi) Évaluer, surveiller et prédire par le biais de scénarios et de la modélisation (y compris sur la base des résultats du projet PARCC), lorsque les données nécessaires existent, l'impact des changements climatiques sur l'état, le fonctionnement et les tendances des éléments de la biodiversité importants pour le développement durable et l'éradication de la pauvreté au Togo.</p> | |
| (b) Mettre à jour les objectifs de chaque AP dans les plans de gestion en prenant en compte la nouvelle liste des éléments à conserver | | MERF, MESR, MAEP, MPD, OSC, MDB, PTF, MEF, Parlementaires |
| <p>Objectif 1.4 : Mener une étude des lacunes basée sur une liste mise à jour des éléments de conservation, c.-à-d. de composantes de la biodiversité qui devraient être protégés, et établir des priorités en tenant compte des menaces qui pèsent sur eux et de leur importance écologique/biologique et socio-économique pour le pays.</p> | | |
| (a) Faire une étude des lacunes en utilisant la liste actualisée des éléments de la biodiversité qu'il faudra protéger (voir objectif 1.3.a) et identifier les ressources génétiques, les espèces et communautés d'espèces ainsi | <p>Cette étude se focalisera, du moins dans un premier temps, sur le 13 AP prioritaires.</p> <p>Ultérieurement, des études devront être menées ainsi que des consultations au sujet des zones</p> | MESR, MERF, CCL, OSC, MEF, Parlementaires |

| | | |
|--|---|--|
| que les habitats/écosystèmes/paysages et leurs services écosystémiques à conserver mais qui ne sont pas encore représentés dans le réseau des AP existant | importantes pour les oiseaux et la biodiversité, y compris les zones humides d'importance internationale, afin qu'elles soient reconnues par le pays, le cas échéant, et intégrées au réseau d'AP; et évaluer leur contribution à la représentativité des éléments de la biodiversité dans le système des AP élargi du Togo. | |
| (b) Recalibrer les modèles de prévisions et les paramètres du logiciel Marxan et refaire les analyses avec les nouvelles données sur les éléments de la biodiversité à conserver, en se focalisant sur les 13 AP prioritaires et en essayant de réduire les incertitudes et améliorer l'interprétation des résultats | | |
| But stratégique 2 : Anticiper et répondre aux changements environnementaux en cours et futurs, causés notamment par les changements climatiques | | |
| <i>Objectif 2.1 : Accroître les connaissances de l'impact observé et projeté des changements climatiques sur la biodiversité et les services d'origine écosystémique connexes du Togo, en prenant en compte les savoirs traditionnels et locaux et le fait que diverses pressions peuvent agir de façon concertée, et élaborer des plans pour sauvegarder les espèces répertoriées comme menacées ou vulnérables au changement climatique</i> | | |
| (a) Projeter la distribution future des espèces et l'état des habitats/écosystèmes représentés dans les AP | Les institutions chargées d'étudier l'état des espèces et des habitats ainsi que les stations impliquées dans la récolte et l'analyse des données climatiques, notamment les stations météorologiques, devraient être soutenues avec des ressources et technologies appropriées, y compris en s'engageant dans des collaborations avec des centres mieux équipés. | MESR, MERF, CCL, OSC, Parlementaires, Direction de la Météorologie Nationale, Comité National de Développement Durable (CNDD), Ministère de la communication |

| | | |
|---|--|--|
| | <p>La modélisation bioclimatique et les résultats du projet PARCC (Baker et Willis 2014) seront utilisés comme point de départ.</p> <p>Il faudra également travailler avec les communautés locales pour rassembler, conformément à l'article 8 (j) de la CDB et de la législation nationale, les connaissances traditionnelles pertinentes.</p> | |
| (b) Mettre en place des mécanismes de suivi afin d'évaluer régulièrement les tendances des éléments de la biodiversité dans les AP, en les comparant avec les projections des exercices de modélisation | | MESR, MERF, Parlementaires, CCL, OSC, Direction de la Météorologie Nationale, Comité National de Développement Durable (CNDD), Ministère de la communication |
| (c) Élaborer des plans d'action pour les espèces, basés sur la connaissance des menaces et de leur vulnérabilité aux changements climatiques, et sur les projections de leurs distributions futures | <p>Ces plans devront décrire les voies et moyens pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Faciliter la dispersion des espèces qui ont une faible capacité de dispersion en réponse aux changements climatiques en supprimant les obstacles à leur dispersion et en assurant ainsi la connectivité entre leurs aires de distribution ; et (ii) Manipuler l'environnement manuellement (p. ex. par une gestion anticipative du régime des feux de brousse, de l'hydrologie) en vue de créer des conditions appropriées dans l'aire de distribution des espèces présentant une marge de tolérance restreinte envers des variables environnementales telles que les feux de | MESR, MERF, Parlementaires, CCL, OSC, Direction de la Météorologie Nationale, Comité National de Développement Durable (CNDD), Ministère de la communication |

| | | |
|---|--|--|
| | brousse, les inondations, les températures élevées ou une sécheresse prononcée. | |
| Objectif 2.2 : Identifier et gérer de manière appropriée les refuges climatiques, les aires de résilience aux changements climatiques et les zones susceptibles de comprendre la distribution géographique future des espèces déplacées en réponse aux changements climatiques | | |
| (a) Cartographier les refuges climatiques ou les zones naturellement résilientes aux changements climatiques | Les résultats préliminaires du projet PARCC sur les aires de résilience aux changements climatiques (voir section 2 ci-dessus) serviront de point de départ pour cette cartographie. | |
| (b) Inclure les aires de résilience aux changements climatiques dans le réseau d'AP ou leur appliquer d'autres mesures de protection | Le projet PARCC a trouvé que près du cinquième du territoire togolais est naturellement résilient aux changements climatiques et que 22,9 % de cette zone qui représente 4,8 pourcent du territoire national est inclus dans des AP existantes. Dans le processus de renforcement du rôle conservateur des AP, une attention particulière devra être accordée à l'incorporation de ces refuges climatiques dans le réseau national ou de leur appliquer des mesures de conservation particulières. La participation et l'accord de tous les groupes de parties prenantes, en particulier les communautés locales, seront essentiels. | |
| (c) Identifier les options pour l'emplacement des zones dans lesquelles le système d'AP pourrait être élargi ou orienté afin de prendre en compte la distribution future des espèces et représenter | Le projet PARCC a permis d'identifier des options pour l'emplacement de nouvelles zones importantes pour la conservation qui pourraient être incluses dans le système d'AP. Il faudra mettre en place des | |

| | | |
|---|--|--|
| <p>convenablement tous les éléments de la biodiversité à conserver</p> | <p>mécanismes participatifs pour élaborer des recommandations sur les sites à inclure dans le système national d'AP ; et valider les conclusions sur le terrain en consultation et en accord avec les communautés locales et les secteurs de développement qui œuvrent dans la région, en se focalisant principalement sur les 13 AP prioritaires.</p> <p>Durant ce processus, la question de l'éventuelle nécessité de déclasser certaines AP ou une partie d'AP du fait qu'elles ne comprennent plus d'éléments importants de conservation devra être étudiée.</p> <p>La plupart des AP au Togo sont des catégories de gestion II (Parc national) et IV (Aire de gestion des habitats ou des espèces) de l'UICN. Les catégories V (Paysage terrestre ou marin protégé) et VI (Aire protégée avec utilisation durable des ressources naturelles) devraient être explorées puisqu'elles répondent à certains besoins des communautés locales d'utiliser les ressources présentes dans les AP. Certaines AP communautaires sont gérées comme le prévoient les catégories V et VI mais n'ont pas encore reçu cette classification.</p> | |
| <p>Objectif 2.3 : Développer, réévaluer restaurer et/ou maintenir des corridors ou des points de relais écologiques entre les aires protégées en réponse aux changements climatiques, en tenant compte des changements possibles dans la distribution des espèces et l'état des écosystèmes.</p> | | |

| | | |
|--|---|---|
| (a) Évaluer la performance des AP et l'efficacité du système d'AP existant sur base du comportement actuel et futur des espèces protégées, notamment à la lumière de l'impact présent et projeté des changements climatiques | | MERF, Ministère de l'administration territoriale (MAT), Ministère de la justice, Parlementaires, CCL, les OSC |
| (b) Réévaluer l'efficacité et la pertinence des corridors existants et décider de la création de nouveaux corridors, y compris lorsque suite aux changements climatiques et à d'autres pressions, des AP se fragmentent ou des habitats qu'elles hébergent se rétrécissent | | |
| (c) Identifier les options pour l'emplacement de corridors permettant de maintenir la connectivité, et valider les conclusions des études du projet PARCC sur le terrain en consultation et en accord avec les communautés locales et les secteurs de développement qui œuvrent dans la région | Cette action utilisera comme base les résultats de la planification systématique de la conservation du projet PARCC (Smith <i>et al.</i> 2015) et de la connectivité du réseau régional d'AP (Arnell <i>et al.</i> 2014). | |
| (d) Classifier de manière officielle les corridors de connectivité ainsi identifiés comme AP, en utilisant les instruments juridiques nécessaires | Ceci sera réalisé au moyen d'instruments juridiques et en développant des plans de gestion et, le cas échéant, en renforçant la mise en œuvre de la législation. | |
| But stratégique 3 : Créer et/ou renforcer un environnement favorable à une mise en œuvre réussie de la stratégie | | |

| | | |
|--|---|--|
| Objectif 3.1 : Intégrer cette stratégie sur les aires protégées et les changements climatiques dans des stratégies, plans et programmes beaucoup plus larges. | | |
| (a) Mettre en place un comité interministériel et intersectoriel, ou faire appel au CNDD | | MERF, Parlementaires |
| (b) Intégrer cette stratégie dans le PANA et la SNAP-DB, notamment en organisant des consultations et séances conjointes d'information entre les personnes chargées de la rédaction de ces documents | <p>L'annexe 1 présente une proposition sur les voies et moyens d'intégrer cette stratégie dans le PANA et la SNAP-DB.</p> <p>Les AP sont considérées dans le NAPA et la SNAP-DB comme des outils essentiels pour la conservation du capital naturel du pays dans le contexte du développement durable. Cependant, l'impact des changements climatiques sur les AP et la nécessité de concevoir et gérer les AP en prenant l'impact des changements climatiques en compte n'y sont pas discutés.</p> <p>Alors que le PANA se concentre sur des projets à court terme, le processus du PNA considère des plans à moyen et à long terme.</p> | MERF, Parlementaires |
| Objectif 3.2 : Renforcer les capacités humaines, financières, institutionnelles, législatives et technologiques | | |
| (a) Capacités humaines | | MERF, Education, MESR, MEF, Parlementaires, Justice et autres partenaires techniques |
| (i) Développer et mettre en œuvre des programmes de formation sur les AP et les | Cette action s'appuiera sur les évaluations précédentes (par exemple l'auto-évaluation | |

| | | |
|---|---|---|
| changements climatiques, adaptés à différents niveaux de la société en ciblant toutes les catégories de parties prenantes | <p>nationale des capacités financée par le FEM) ou en cours (par exemple par le biais des activités entreprises dans le cadre du PANA) des besoins en capacités humaines.</p> <p>Des synergies devront être recherchées entre les différents programmes de formation, et la coopération régionale devra être promue, ainsi que la coopération Sud-Sud et Nord-Sud pour combler les lacunes en experts sur les questions des AP et des changements climatiques.</p> <p>Les activités de formation initiées par le projet PARCC devront être poursuivies afin d'établir une masse critique d'experts capables de collecter, de générer, d'analyser et de synthétiser les données pertinentes pour arriver à des messages clairs pour les décideurs.</p> | |
| (ii) Organiser et/ou renforcer les formations sur la conception et la rédaction de projets pertinents destinés à la mobilisation de ressources aussi bien humaines, technologiques que financières nécessaires à une gestion durable des AP qui tiennent compte des changements climatiques | | |
| (b) Capacités financières: Mobiliser les ressources financières en explorant à la fois des mécanismes traditionnels et novateurs | Plusieurs mécanismes devraient être explorés, tels que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour des projets liés à la biodiversité, les | MERF, MEF PTF (Partenaires Techniques et Financiers), Parlementaires, ONG |

| | | |
|--|--|---|
| | changements climatiques ou la dégradation des terres, et en outre le Fonds pour les pays les moins avancés, le Fonds spécial des changements climatiques et le Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto. D'autres mécanismes tels que le REDD+ devraient également être explorés davantage. | |
| (c) Capacités institutionnelles | | |
| (i) Rendre plus opérationnels et efficaces les institutions existantes de recherche, formation et/ou gestion des ressources naturelles, les organes interinstitutionnels et les mécanismes de coordination | Il faudra accorder à ces institutions les moyens financiers, technologiques et humains nécessaires et qu'elles intègrent dans leurs objets de travail la biodiversité et la protection des AP face aux changements climatiques. | MERF, MEF, MAT, Parlementaires, OSC, MAEPMESR |
| (ii) Intégrer les considérations liées à l'adaptation aux changements climatiques dans l'application des lois qui régissent les AP | Cette action sera réalisée dans le cadre du PRAPT qui vise, entre autres objectifs, à améliorer la cadre juridique, politique et institutionnel pour la conservation et une gestion durable du patrimoine des AP. | |
| (iii) Renforcer l'application des lois et décrets relatifs à la protection et gestion durable des AP pour leurs multiples services écosystémiques, notamment face aux changements climatiques | La mise en œuvre de cette action peut être facilitée par le biais de programmes de formation et de sensibilisation, la fourniture d'équipements et autres ressources nécessaires, et la promotion de mesures incitatives qui appuieront l'application des lois. | |
| (d) Capacités technologiques | | |

| | | |
|--|--|--|
| <p>(i) Identifier les technologies nécessaires à la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et des services écosystémiques, ainsi que les technologies destinées au suivi de la biodiversité et à enregistrer les données climatiques</p> | <p>Cette action sera focalisée sur les technologies qui ne sont pas encore disponibles ou qui sont peu répandues au Togo. Il faudra inclure leur acquisition dans les projets destinés à mobiliser les ressources financières nécessaires et/ou les adapter, et les valider conformément à la législation nationale et internationale ou dans le cadre du Protocole de Nagoya.</p> | <p>Service météo, MERF, MESR, Parlementaires, et les PTF</p> |
| <p>(ii) Inclure dans les projets de recherche des sujets qui permettront de récolter des informations utiles à l'amélioration des méthodes à utiliser dans la mise en œuvre de cette stratégie, notamment en vue de réduire les incertitudes et améliorer l'interprétation des résultats</p> | <p>Les sujets suivants sont pertinents : étude à long terme des réponses des espèces aux changements climatiques et des seuils et points de basculement dans les réponses ; données sur la vulnérabilité des espèces non incluses dans le projet PARCC ; données sur la superficie des AP (les valeurs dans les publications ne concordant pas toujours).</p> <p>Il faut noter que les projections obtenues par le biais de la modélisation dans le projet PARCC sont appropriées pour de larges superficies et peuvent ne pas capturer les détails à l'échelle locale, souvent nécessaires pour les décideurs. La formation des chercheurs devrait leur permettre de modifier ou améliorer les méthodes existantes ou en développer de nouvelles mieux adaptées aux conditions locales.</p> | |
| <p>(iii) Améliorer et redynamiser les techniques d'inventaire et de dénombrement des ressources naturelles en général et de la faune</p> | <p>Cette action était recommandée dans le 4ème rapport national sur la biodiversité.</p> | |

| | | |
|--|--|--|
| sauvage en particulier, dans les AP de manière périodique | | |
| Objectif 3.3: Renforcer la communication, l'éducation, la recherche et la sensibilisation sur les aires protégées, l'impact des changements climatiques et l'adaptation aux changements climatiques. | | |
| (a) Soutenir les activités en cours visant à relever le niveau d'information, d'éducation et de communication à l'adaptation aux changements climatiques pour une meilleure prise de conscience des potentialités socioéconomiques et des services écosystémiques fournis par les AP, ainsi qu'aux risques climatiques | Les chercheurs devront en particulier développer des outils appropriés pour la collecte et l'analyse des données afin de mieux comprendre les interactions entre les aires protégées, les communautés locales et les changements climatiques. | |
| (b) Organiser les données et les informations recueillies, y compris les connaissances locales et autochtones associées, dans des bases de données faciles à utiliser et les rendre largement accessibles dans des programmes de sensibilisation, d'éducation et de prise de décision | Le centre d'échange national (http://tg.chm-cbd.net/) pourrait être développé pour devenir le mécanisme national qui va organiser et harmoniser les systèmes existants d'information relative à la gestion de l'environnement, et rendre l'information largement accessible sur tous les aspects généraux de la biodiversité, son état, sa valeur et sa conservation, en particulier dans les AP, y compris concernant les aspects liés à l'approche d'adaptation aux changements climatiques basée sur les écosystèmes, conformément à la législation nationale. | |
| Objectif 3.4 : Renforcer la coordination et la coopération, y compris la coopération transfrontalière. | | |
| (a) Assurer une bonne coordination entre les organes du gouvernement chargés des AP et | La CNDD ou les autres institutions prévues par la Loi-cadre sur l'environnement et le Code forestier | |

| | | |
|--|---|----------------------|
| de l'adaptation aux changements climatiques, notamment en instituant un comité interministériel chargé de cette coordination | peuvent être mandatées et soutenues pour coordonner les activités. La coordination entre la mise en œuvre des Conventions de Rio et les conventions relatives à la biodiversité est essentielle pour une bonne efficacité. Celle-ci sera facilitée du fait que les points focaux de ces conventions et celui du FEM sont tous hébergés au Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières. | |
| (b) Assurer une bonne coordination entre les organes gouvernementaux et les organisations œuvrant dans le pays qui ont dans leur mandat de contribuer aux AP et à l'adaptation aux changements climatiques | La CNDD ou les autres institutions prévues par la Loi-cadre sur l'environnement et le Code forestier peuvent être mandatés et soutenus pour mettre en œuvre une telle approche multisectorielle. En outre, le NAPA prévoit de mettre en place une unité de coordination pour les questions des changements climatiques et un comité national sur les changements climatiques (Projets 7 et 8). | |
| (c) Renforcer la coopération et favoriser les initiatives transfrontalières en vue d'une gestion intégrée et durable des AP qui prend en compte les changements climatiques | Les AP transfrontalières identifiées lors de la consultation sont : Abdoulaye-Mont Koufé (Bénin), Togodo-Adjamé (Bénin), Fazao-Malfakassa-Kyabobo (Ghana), et OKM-WAP. | |
| (d) Formaliser un cadre d'intervention concertée entre les États pour la mise en place et la gestion transfrontalière d'AP transfrontalières résilientes aux changements climatiques, en tenant compte de l'expérience obtenue dans le Programme d'Appui aux | L'AP transfrontalière pilote choisie par le projet PARCC est celle entre the complexe WAP et OKM. Les activités menées comprennent notamment (i) la signature d'un accord avec un pays voisin, (ii) le développement et la mise en œuvre d'un plan de gestion conjoint intégrant les effets du changement | MERF, Parlementaires |

| | | |
|---|--|--|
| Parcs de l'Entente (PAPE), le ProMono, et autres initiatives transfrontalières | climatique ; (iii) la mise en œuvre du « METT » révisé, et (iv) des recommandations pour le suivi des espèces. | |
| (e) Harmoniser au niveau régional la législation dans le domaine de la gestion des ressources des AP transfrontalières à la lumière de l'impact des changements climatiques | Voir les résultats du projet PARCC sur les AP transfrontalières pilotes. | |

4. Recommandations politiques sur les voies et moyens pour la mise en œuvre de la stratégie

Principes régissant la stratégie

La mise en œuvre effective de cette stratégie sera guidée par les principes et les approches qui sous-tendent la façon dont le Togo promeut le développement durable de manière à atteindre les objectifs stratégiques et réaliser la réduction de la pauvreté dans le pays. Ces principes prennent en compte les principes directeurs de la SNAP-DB 2011-2020. Entre autres :

1. La flore, la faune et les ressources qu'elles renferment font partie intégrante du patrimoine biologique national. Leur préservation et leur gestion durable sont d'intérêt général.
2. La gestion des ressources naturelles repose sur les principes de durabilité et de participation des populations. Elle garantit la préservation du milieu naturel au profit des générations futures, tout en assurant la satisfaction des besoins socioéconomiques et culturels des générations présentes.
3. L'impact des changements climatiques étant une réalité à laquelle tous les pays, en particulier les moins développés, doivent faire face, il est impératif pour chaque pays de renforcer ses capacités d'adaptation en vue d'assurer le bien-être de ses populations et un développement durable.
4. Une gestion participative et efficace des ressources naturelles et la protection de l'environnement, notamment en mettant en place un réseau d'aires protégées, écologiquement représentatif, bien connecté et géré de façon équitable et efficace, constituent des piliers essentiels pour l'adaptation aux changements climatiques et lutter contre la pauvreté.
5. L'approche basée sur les écosystèmes est le cadre principal pour la gestion intégrée des terres, des eaux et des ressources vivantes, qui favorise la conservation et l'utilisation durable des ressources d'une manière équitable. Cette approche recourt à une gestion souple, pour anticiper les changements dans l'état et le fonctionnement des éléments de la biodiversité, à savoir les ressources génétiques, les espèces et communautés formées par ces espèces, ainsi que les habitats et écosystèmes et/ou paysages. Cette approche exige une gestion qui puisse s'adapter à la nature complexe et dynamique des écosystèmes et à une connaissance et une compréhension

insuffisante de leur fonctionnement, en s'appuyant sur les expériences et projections dans le temps et dans l'espace.

6. La plupart des problèmes de gestion de la biodiversité sont complexes et doivent impliquer tous les secteurs de la société, et exigent la participation de toutes les parties prenantes, y compris les communautés locales et les collectivités, la coopération entre les différents départements ministériels, les ministères et les organismes publics et privés; organisations gouvernementales, non gouvernementales et intergouvernementales, le cas échéant. Ainsi, il est nécessaire d'utiliser des approches interdisciplinaires, intersectorielles et multi-échelles dans la gestion des aires protégées en tenant compte des changements climatiques et s'assurer un partage juste et équitable des connaissances, des avantages et des coûts à tous les niveaux.

Planification et exécution participative

La mise en œuvre des objectifs de cette stratégie nécessite la participation de plusieurs ministères, départements au sein des ministères, diverses catégories de personnes, y compris les communautés locales, les secteurs économiques et les organisations gouvernementales et non-gouvernementales qui opèrent souvent à des échelles différentes et avec des objectifs à différents niveaux de l'organisation biologique (génétiques, des espèces et des habitats / des écosystèmes). Cette participation est nécessaire dès la phase de planification des projets et programmes jusqu'à la phase de mise en œuvre et de suivi et évaluation des résultats. Cette participation consistera à assurer et maintenir l'intérêt et le soutien de toutes les parties prenantes. Pour assurer une participation effective à la gestion et à l'utilisation durables de la biodiversité du pays et des services associés, le Togo a mis en place de nombreux cadres de concertation, d'échanges et de sensibilisation dans l'esprit de sa politique de décentralisation.

La gestion communautaire de certaines AP constitue une avancée considérable. Elle permet aux populations locales de gérer des sites de façon efficace puisque ces populations sont conscientes de l'importance d'une gestion durable pour leur bien-être et celui des générations futures. La création d'AP de catégories V et VI de gestion de l'UICN pourra formaliser les activités d'utilisation durables des ressources présentes dans ces AP. La participation et la responsabilisation effectives de la population dans la conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des activités relatives à la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, notamment à travers une gestion décentralisée de ces ressources, est une stratégie qui transparaît dans plusieurs documents stratégiques du Gouvernement du Togo depuis le début de la décennie passée.

Le développement à la fois du PANA et de la SNAP-DB a utilisé efficacement les processus participatifs impliquant les parties prenantes, en particulier les communautés locales et les équipes multidisciplinaires. Cette approche est recommandée dans tous les projets concernant la conservation de la biodiversité et les changements climatiques afin de garantir leur appropriation par tous les groupes des parties prenantes.

Suivi et prochaines étapes

Le suivi de l'impact des changements climatiques sur les espèces doit être construit, dans la mesure du possible, sur les programmes de surveillance existants. Il faut surtout noter qu'il est essentiel que ce suivi se fasse sur une longue période de temps (Misrachi et Belle, 2015) et qu'il comprenne non seulement la biodiversité mais aussi des données sur le climat et l'impact des perturbations climatiques.

Dans plusieurs de ses documents de travail, le Togo a prévu de mettre en place des structures de surveillance et de suivi, par exemple pour la mise en œuvre de la SNAP-DB, dans les programmes et projets d'aménagement du territoire (dotés notamment de l'Observatoire national d'analyses spatiales) ou dans le PRAPT, incluant notamment le développement de protocoles, d'indicateurs de suivi et de systèmes d'information ou banques de données. Les institutions de suivi sont généralement créées au moment de l'adoption des plans d'action, des stratégies ou programmes, avec des comités au niveau national et local selon les besoins, et cela sous la supervision du Secrétaire général du Ministère de l'environnement.

Dans le cadre de la SNAP-DB-2014, il est prévu que le comité national de biodiversité devienne l'organe qui va s'assurer du bon déroulement du dispositif de pilotage et d'animation de l'ensemble du processus de mise en œuvre de la SNAP-DB. La SNAP-DB utilisera le cadre de concertation déjà existante au Togo, c'est-à-dire la Commission nationale de développement durable (CNDD). Ces structures sont des créneaux qui permettront de développer des consensus nationaux sur la conservation et l'utilisation durable des ressources biologiques.

Un système de suivi pour cette stratégie pourra également être considéré dans le cadre des structures existantes pour la mise en œuvre de la SNAP-DB, du NAPA ou du PRAPT. L'un des indicateurs qui pourra être ajouté à la liste des indicateurs de progrès est le niveau d'utilisation des données, résultats et méthodologies du projet PARCC (voir la section 2 ci-dessus sur les « Aperçu des

résultats du projet PARCC de pertinence au Togo »). Il est prévu que les résultats de la mise en œuvre de cette stratégie soient présentés dans les rapports nationaux soumis à la CDB et la CCNUCC.

L'utilisation de l'outil de suivi de l'efficacité de gestion (METT) révisé (Belle *et al.* 2012) fournit une indication du niveau de prise en compte des changements climatiques dans la conception et/ou la gestion des AP. Le projet PARCC a également recommandé le suivi régulier de plusieurs espèces, y compris de certains oiseaux, mammifères, amphibiens, reptiles et poissons d'eau douce, ainsi que le suivi de la disponibilité et la qualité de leurs habitats, et des facteurs climatiques (Carr, 2015). La formation dans les relevés de biodiversité et les technologies de suivi, ainsi que l'accès aux outils et équipement nécessaires, sont essentiels.

Mobilisation des ressources financières

L'insuffisance des ressources financières continue d'être un handicap majeur dans la réalisation des objectifs des plans et programmes relatifs à la biodiversité au Togo, y compris les AP. Un financement viable et durable pour les AP nécessite des changements dans la façon dont ce financement est conceptualisé et utilisé. Il y a un besoin urgent de diversifier les sources de financement et de s'assurer que le financement atteigne les communautés dont les activités de conservation sont essentielles.

Une variété de mécanismes de financement innovants ont été développés et recommandés pour augmenter le financement pour les AP, notamment dans le cadre de la CDB. Il est important que les experts nationaux se penchent sur la question pour identifier les mécanismes les plus appropriés pour le pays. Parmi les préalables, il faudra que dans les documents de recherche de financement, y compris pour la réalisation des actions contenues dans cette stratégie, la description de l'importance des AP soit convaincante pour ceux qui décident des financements au niveau national ou à l'international. Les aspects écologiques de conservation de la biodiversité doivent être décrits, mais il faudra mettre de plus en plus en évidence les avantages socioéconomiques des AP, pour le bien-être des populations et pour le développement durable du pays, notamment par le développement de plans d'affaire. Il est également important que des experts nationaux soient plus formés à la rédaction des projets et la recherche des financements.

Plusieurs mécanismes de financement innovants ont été développés et recommandés en vue d'augmenter la disponibilité des ressources financières pour les AP dans le cadre d'initiatives internationales, comme celles relevant de la mise en œuvre du Programme de travail sur les AP de la

CDB. En outre, à travers le projet PARCC, une revue des options pour la gestion et le financement des AP face aux changements climatiques a identifié une gamme de stratégies d'adaptation et a fourni des lignes directrices sur la façon d'en choisir les plus pertinentes et de les mettre en œuvre (Smith, 2013). Il est important que les experts nationaux considèrent ces mécanismes et identifient les plus appropriés pour le pays. Parmi les conditions préalables, la description de l'importance des AP dans les propositions de projet doit convaincre ceux qui prennent des décisions au sujet du financement à la fois aux niveaux national et international.

5. Références

- Adjonou K. 2012. Rapport de collecte des données nationales – Togo. *UNEP-WCMC technical report*.
- Baker, D.J. et Willis, S.G., 2014. Projected Impacts of Climate Change on Biodiversity in West African Protected Areas. *UNEP-WCMC technical report*.
- Carr, J. 2015. Recommandations pour le suivi des espèces pour l'aire transfrontalière du complexe Oti-Kéran-Mandouri (Togo) et du complexe WAP ('W', Arly, Pendjari) (Bénin, Burkina Faso, Niger). *UNEP-WCMC technical report*.
- Carr, J.A., Hughes, A.F. et Foden, W.B., 2014. A Climate Change Vulnerability Assessment of West African Species. *UNEP-WCMC technical report*.
- Direction des ressources forestières, 2014. Stratégie et plan d'action national pour la biodiversité du Togo SNAP-DB 2011-2020. Ministère de l'environnement et des ressources forestières, Lome, Togo.
- Hartley, A., Jones, R. et Janes, T. 2015a. Fiche d'information : Changement climatique et services écosystémiques : Togo. *UNEP-WCMC technical report*.
- Hartley, A.J., Jones, R. et Janes, T. 2015b. Projections of change in ecosystem services under climate change. *UNEP-WCMC Technical Report*.
- MERF, 2014. Cinquième Rapport National sur la Diversité Biologique du Togo 2009-2014. République togolaise, Lomé, Togo.
- Misrachi M. et Belle E. 2015. Guidelines for protected area managers in the face of climate change in West Africa. *UNEP-WCMC technical report*.
- Smith J. 2013a. Managing and financing protected areas to adapt to climate change: A rapid review of options. *UNEP-WCMC technical report*.
- Smith R. J., 2013b. Analyse des lacunes de la résilience des aires au changement climatique : étude préliminaire. *UNEP-WCMC technical report*.

Annexe 1

Proposition pour l'intégration des éléments stratégiques d'un système d'aires protégées résilient aux changements climatiques dans la mise en œuvre de la « Stratégie et plan d'action national pour la biodiversité du Togo SNAP-DB 2011-2020 », du « Programme d'action national pour l'adaptation aux changements climatiques » et dans le processus d'élaboration du « Plan national d'adaptation ».

L'intégration doit préférablement s'effectuer à l'étape conceptuelle des projets et des interventions de développement complexes, de sorte qu'elle soit prise en compte dans les budgets nationaux et prenne en compte les possibilités de financement provenant de sources multiples. Ici, nous considérons comment les résultats du projet pourraient être intégrés dans :

- La Stratégie nationale pour la biodiversité et plan d'action (SNBPA) de la Convention sur la diversité biologique (CDB) ;
- Le Programme d'actions national d'adaptation (PANA) et le Plan national d'adaptation (PNA) de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ; et
- Les Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

A. Intégration dans la « Stratégie et plan d'action national pour la biodiversité du Togo (SNAP-DB) 2011-2020 »

1. Le Togo a déjà soumis sa SNAP-DB réactualisée au Secrétariat de la CDB. La stratégie inclut l'objectif suivant : « Faire de la biodiversité d'ici à 2018 une priorité que les décideurs et les parties prenantes intègrent aux stratégies, plans, programmes nationaux, sectoriels, et locaux de développement et de lutte contre la pauvreté, en incorporant les valeurs de la biodiversité dans les comptes nationaux ». Toute modification au document soumis ne pourra se faire qu'au moyen d'annexes. Mais le plus important est d'intégrer les considérations relatives aux changements climatiques dans la mise en œuvre de la SNAP-DB.

L'intégration de cette stratégie dans la SNAP-DB du Togo peut se faire à deux niveaux :

(a) **Au cours de la mise en œuvre du Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique**, en se basant sur le fait que les AP sont la pierre angulaire de la conservation de la biodiversité et donc un élément important de la SNPA-DB du Tchad et que les changements climatiques constituent un moteur important de l'appauvrissement de la biodiversité. Il est également reconnu que les AP offrent des possibilités pour l'adaptation aux changements climatiques, qu'elles peuvent contribuer à la séquestration du carbone ainsi qu'à l'atténuation de l'impact des changements climatiques. Dans le But 1.4 du Programme de travail sur les aires protégées (« Améliorer notablement la planification et la gestion des aires protégées sur les sites »), l'activité 1.4.5 consiste à « intégrer les mesures d'adaptation aux changements climatiques à la planification des aires protégées, aux stratégies de gestion et à la conception des systèmes d'aires protégées ». En outre, le But 1.5 (« Prévenir et atténuer les impacts négatifs des principales menaces qui pèsent sur les aires protégées ») est également pertinent ; et

(b) **Pendant la réalisation des objectifs d'Aichi pour la biodiversité**, en particulier les objectifs 11 (sur la conservation d'ici à 2020 d'au moins 17% des zones terrestres et d'eaux intérieures et 10% des zones marines et côtières, y compris les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes, au moyen de réseaux d'aires protégées écologiquement représentatifs et bien reliés gérées efficacement et équitablement), 12 (sur l'évitement de l'extinction d'espèces menacées et leur récupération et maintien) et 15 (sur l'amélioration de la résilience des écosystèmes et la contribution de la diversité biologique au stock de carbone, contribuant ainsi à l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci), et surtout de leur transcription dans la SNAP-DB. Les objectifs nationaux équivalents aux objectifs d'Aichi 11, 12 et 15 sont respectivement les objectifs 8, 13 et 16⁹.

⁹ **Objectif 8.** D'ici à 2020, 50% des 13 aires protégées prioritaires sont dotés des plans d'aménagement qui présentent d'importants intérêts pour la conservation de la biodiversité ;

Objectif 13. Etablir d'ici à 2018, le statut de conservation des espèces de faune et de flore terrestres, aquatiques et semi-aquatiques afin d'élaborer des plans d'utilisation durable et de conservation spécifique ;

Objectif 16. Mettre en place d'ici à 2018 un système de référence MRV (Mesure, Rapportage et Vérification) afin de renforcer la résilience des écosystèmes et de la biodiversité contre les changements climatiques

Tous les objectifs et actions clés déclinés sous chacun des buts stratégiques 1 et 2 de cette stratégie sur les AP et les changements climatiques contribueront à l'opérationnalisation du But 1.4 du Programme de travail sur les aires protégées. Les documents sur la vulnérabilité des espèces aux changements climatiques et sur les aires de résilience aux changements climatiques, les modèles de distribution des espèces, et les résultats de la planification systématique de la conservation produits par le projet PARCC, ainsi que l'expérience acquise par les experts nationaux lors des ateliers de formation organisés dans le cadre du projet PARCC faciliteront la mise en œuvre des éléments de cette stratégie et leur intégration dans la SNPA-DB et donc la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique.

Concernant la mise en œuvre de l'objectif d'Aichi 11 et son équivalent national (Objectif 8), les actions et recommandations clés du But stratégique 1 compléteront les activités prévues, en adressant mieux la question des changements climatiques. Les possibilités d'élargir le système national d'AP, envisagées dans l'objectif d'Aichi 11, tiendront compte des actions et recommandations figurant dans le But stratégique 2. Les éléments des deux Buts stratégiques 1 et 2 sont utiles pour la réalisation de l'objectif d'Aichi 12 (par exemple, l'action (d) de l'objectif 1.1 et les actions au titre de l'objectif 1.3) et de l'objectif 15 (par exemple, l'action 1.1 (e) et les actions au titre des objectifs 1.3 et 2.3).

2. Les questions des changements climatiques sont considérées comme des questions transversales et concernent ainsi plusieurs Départements à savoir les Ministères en charge de l'environnement, de l'agriculture, de l'élevage, de l'eau, des finances, de l'aménagement du territoire et des affaires étrangères, qui devront donc aussi participer aux activités d'intégration de cette stratégie dans la mise en œuvre des plans sur les AP. La CNDD est un organe de concertation mis en place en 2011, rattaché au Ministère de l'environnement. Elle est chargée de suivre l'intégration de la dimension environnementale dans les politiques et stratégies de développement, et contribue à la coordination des activités de mise en œuvre des Conventions et Accords. Sont aussi impliquées les autres parties prenantes telles que les collectivités locales, les universités, les ONG, les associations de la société civile et le secteur privé.

3. Les résultats du projet PARCC devront être exploités de manière participative afin de définir concrètement les actions à intégrer dans la SNAP-DB. Ces actions porteront essentiellement sur la

confirmation du rôle des 13 AP prioritaires et/ou leur expansion pour former un réseau national bien relié et représentatif des éléments de la biodiversité du Togo. Ces actions assureront que le réseau soit résilient et efficace face aux perturbations climatiques présentes et futures. On pourra envisager les étapes suivantes :

(a) Transmettre les résultats du projet PARCC aux personnes impliquées dans le développement et la mise en œuvre de la SPAN-DB et du plan d'action pour réaliser le Programme de travail sur les aires protégées. Les participants au projet devront en particulier travailler avec le CNDD ou tout autre comité qui inclut des personnes chargées de la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique et la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques ;

(b) Considérer les résultats du projet pour se rendre compte (i) des lacunes dans la représentation du système d'AP, à la fois dans le temps présent (relativement au types de couvert végétal, aux zones d'élévation, aux écorégions et à la distribution des mammifères, oiseaux et amphibiens) et des lacunes en prenant en considération les changements attendus dans la distribution future des espèces étudiées, (ii) de la vulnérabilité des espèces de mammifères, oiseaux, amphibiens, reptiles et poissons d'eau douce, (iii) de la présence d'aires de résilience aux changements climatiques , et (iv) des options pour l'expansion des AP existantes et la création de nouvelles AP, ayant notamment à l'esprit les aires importantes pour les oiseaux et la biodiversité qui ne sont pas encore protégées ; et

(c) Développer, de façon participative, des plans d'action pour protéger les espèces vulnérables, et établir ou rétablir des corridors écologiques pour assurer la migration des espèces qui seront obligées de se déplacer à la recherche de conditions climatiques accueillantes.

B. Intégration dans le Programme d'Action National pour l'Adaptation (PANA)

1. Pour atteindre les objectifs de la Convention cadre sur les changements climatiques, le Togo souhaite mettre en œuvre, avec l'aide de partenaires financiers internationaux, un certain nombre de projets décrits dans la deuxième Communication nationale sur les changements climatiques, y compris le Projet 13 sur la « Restauration et conservation participatives des parcs forestiers du Togo » destiné essentiellement à restaurer et assurer la protection, l'intégrité et la conservation durable des parcs forestiers d'Oti-Kéran, Fazao-Malfakassa et de la Fosse aux Lions. Dans le PANA, la gestion des AP est considérée comme un élément d'appui à la politique de « gestion des ressources naturelles et des écosystèmes » pour lutter contre la pauvreté face à la dégradation causée par les perturbations climatiques. Parmi les autres éléments on peut citer (i) le renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques, et (ii) la gestion de la diversité biologique et de l'environnement, qui sont communs aux objectifs du Programme de travail sur les aires protégées ainsi que de la SNAP-DB, et les actions prévues dans le PANA. Toutefois, dans le PANA, l'évolution et le rôle des AP existantes ou à mettre en place ne sont pas considérés face aux changements climatiques.

2. L'incorporation de cette stratégie dans le PANA consistera donc à (i) relever le fait que pour conserver la biodiversité et les services écosystémiques connexes dans le futur face aux changements climatiques, il est nécessaire de les protéger efficacement maintenant, et (ii) noter que, comme l'impact des changements climatiques pourra entraîner des changements dans la distribution des espèces et leur migration vers des conditions favorables, il sera nécessaire de repenser la planification des AP pour tenir compte des changements dans la composition et la santé des écosystèmes, dans la distribution des espèces, leur vulnérabilité et leur état de menace face aux perturbations climatiques, afin qu'elles continuent à jouer efficacement leur rôle de conservation de la biodiversité. Les AP, ainsi que leur nouvelle planification et gestion qui prend compte des changements climatiques, pourront donc être mentionnées comme des outils qui contribuent aux mesures d'adaptation aux changements climatiques.

3. L'intégration pourra être reflétée dans le PANA lorsque ce programme sera révisé, en prenant en compte les Objectifs de développement durable récemment adoptés par les Nations unies.

C. Intégration dans le processus d'élaboration du Plan National d'Adaptation (PNA)

Comme cela a été noté dans la section 1.4 ci-dessus, le Togo a déjà démarré le processus pour l'élaboration du PNA qui permettra au pays d'identifier les besoins d'adaptation aux changements climatiques à moyen et à long terme, et d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies et des programmes pour répondre à ces besoins. Le processus du PNA est participatif, itératif, et basé sur les meilleures données scientifiques disponibles. Son caractère itératif offre des occasions d'intégrer les résultats du projet PARCC tout au long du processus. Il faudra que les participants du projet PARCC puissent communiquer les résultats pertinents à ceux qui participent dans le processus du PNA, ainsi qu'à la Commission environnement et changement climatique de l'Assemblée nationale. D'autre part, le Programme des nations unies pour l'environnement assiste également les pays dans l'élaboration de leur PNA.

D. Incorporation dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable

L'intégration des éléments stratégiques contenus dans ce document sera encore plus efficace si ces éléments et les recommandations de politique générale associées sont intégrés dans les mesures prises pour atteindre les Objectifs de développement durable adoptés par la communauté internationale en 2015, en particulier les objectifs 13 (« Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions »), 15 (« Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité ») et 17 (« Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser »).

Annexe 2

Législations et stratégies pertinentes adoptées par le Togo dans le cadre de la gestion de l'environnement.

| Année | Législation ou stratégie | Description |
|-------|---|---|
| 2013 | Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2013-2017 | Ce document fondamental de stratégie et de la planification du développement du Togo comporte cinq axes principaux : 1. Développement des secteurs à fort potentiel de croissance ; 2. Renforcement des infrastructures économiques ; 3. Développement du capital humain, de la protection sociale et de l'emploi ; 4. Renforcement de la gouvernance ; et 5. Promotion d'un développement participatif, équilibré et durable. |
| 2013 | Loi portant code foncier et domanial | La loi portant code foncier et domanial, débutée en 2013, est en cours. Le présent Code a pour objet de déterminer les règles et les principes fondamentaux applicables en matière foncière et domaniale et de régir l'organisation et le fonctionnement du régime foncier et domanial en République du Togo. |
| 2011 | Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) | La SNDD est un cadre stratégique qui permet une bonne intégration de l'environnement et le social dans les différents secteurs de l'économie. Quatre axes stratégiques sont identifiés dans la SNDD : (i) Consolidation de la relance économique et promotion des modes de production et de consommation durables ; (ii) Redynamisation du développement des secteurs sociaux et promotion des principes d'équité sociale ; (iii) Amélioration de la gouvernance environnementale et gestion durable des ressources naturelles ; et (iv) Education et compétences pour le développement durable. |
| 2010 | Programme national d'investissements pour l'environnement et les ressources naturelles (PNIERN) | Le PNIERN est un cadre stratégique d'investissement qui permet l'alignement et l'harmonisation des interventions des partenaires et acteurs dans le domaine de l'environnement et des forêts. Il répond au besoin de gérer durablement l'environnement et les ressources naturelles en vue de contribuer à l'amélioration de la sécurité |

| Année | Législation ou stratégie | Description |
|-------|---|---|
| | | alimentaire, à la croissance économique du pays et à la réduction de la pauvreté. Le PNIERN intègre les plans et stratégies préexistants à un ensemble de sous-programmes portant notamment sur les aspects suivants : a) renforcement des capacités institutionnelles, juridiques, financières et techniques en matière de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles ; b) appui à l'application et la diffusion en milieu rural des pratiques les plus probantes de gestion de l'environnement et des ressources naturelles ; c) atténuation des effets du changement climatique par la gestion des catastrophes et la prévention des risques ; et d) élaboration et intégration d'un système d'acquisition/gestion des connaissances et de suivi/évaluation, et d'une stratégie de communication à l'appui de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. |
| 2010 | Loi n° 2010-004 du 14 juin 2010 portant Code l'eau | Cette loi fixe le cadre juridique général et les principes de base de la gestion intégrée des ressources en eau au Togo. |
| 2009 | DSRP-C, Document complet de Stratégie de Réduction de la Pauvreté 2009 - 2011 | Ce document décrit essentiellement les quatre piliers stratégiques et les domaines d'interventions prioritaires qui ont guidé l'action du Gouvernement et de ses partenaires au cours de la période 2009-2011 pour lutter contre la pauvreté au Togo. |
| 2008 | Loi n°2008-009 portant code forestier | Cette loi portant code forestier définit et harmonise les règles de gestion des ressources forestières |
| 2008 | Loi n°2008-005 du 30 mai 2008 portant Loi-cadre sur l'Environnement | Loi portant Loi-cadre sur l'Environnement. L'adoption a permis de définir les bases juridiques des partenariats entre l'administration centrale, les autorités locales et la société civile, prescrivant une gestion durable et participative des ressources naturelles du Togo. |
| 2008 | Loi n°2008-005 portant loi-cadre sur l'Environnement | Loi portant loi-cadre sur l'Environnement : elle concerne la protection de la faune, de la flore et des aires naturelles. |
| 2003 | Décret n°2003-237/PR du 26 septembre 2003 | Ce décret établit un cadre normalisé de gestion des aires protégées. |

| Année | Législation ou stratégie | Description |
|--------------|---|--|
| 2003 | Loi N°2003-012 du 04 octobre 2003 portant code minier | Le secteur minier est régi par la loi N°96-004 du 26 février 1996, modifiée par la loi N°2003-012 du 04 octobre 2003 portant code minier. Cette nouvelle loi abroge les textes antérieurs qui ont réglementé ce secteur. |
| 2001 | Plan national d'action pour l'environnement (PNAE) | Le Plan national d'action pour l'environnement (PNAE) a été adopté. Il constitue l'outil d'opérationnalisation de la politique environnementale, notamment par la prise en compte de la dimension environnementale dans un cadre transversal et intersectoriel. A cela s'est ajouté le Programme national de gestion environnementale (PNGE) qui inclut le PNAE. |
| 1996 | Loi n°96-007 du 03 juillet 1996-007 du 03 juillet 1996 | Loi relative à la protection des végétaux, et son décret d'application (décret n°98-0099/PR du 30 septembre 1998). |
| 1992 | Constitution du 14 octobre 1992 | La Constitution dispose en son article 41 que « toute personne a droit à un environnement sain. L'Etat veille à la protection de l'environnement ». |
| 1988 | Loi N°88-14 du 03 novembre 1988 | Loi portant code de l'Environnement, non appliquée par manque de textes d'application. |
| 1968 | Ordonnance N°4 du 16 janvier 1968 réglementant la protection de la faune et l'exercice de la chasse | L'ordonnance réglemente la protection de la faune et l'exercice de la chasse au Togo. Elle définit la composition de la faune sauvage, consacre sa protection, organise la chasse et la capture et la répression des infractions. |

Annexe 3

Accords environnementaux multilatéraux signés et/ou ratifiés par le Togo dans le cadre de la gestion de l'environnement.

- Convention de Londres du 08 novembre 1933 relative à la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel
- Convention internationale pour la protection des végétaux signée à Rome le 06 décembre 1951
- Convention phytosanitaire pour l'Afrique signée à Kinshasa en 1967
- Convention internationale sur la prévention de la pollution par les navires signée à Londres en 1973
- Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets et d'autres matières signée à Londres en 1973
- Convention d'Abidjan du 23 mars 1981 relative à la coopération en matière de protection de l'environnement marin et côtier dans les régions de l'Afrique de l'Ouest et du centre ;
- Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Montego Bay, 10 décembre 1982)
- Convention de Vienne pour la protection de la Couche d'Ozone de 1985
- Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone du 16 septembre 1987 et son amendement (Copenhague, 1992)
- Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets et de leur élimination (Bâle, 22 mars 1989) et son protocole
- Convention de Bamako du 30 janvier 1991 sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle de mouvements transfrontières
- Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Rio de Janeiro, 1992)
- Convention sur la diversité biologique (Rio de Janeiro, 1992)
- Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (Paris, 17 juin 1994)
- Convention de Stockholm, du 23 mai 2001, sur les polluants organiques persistants
- Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause (PIC) applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (Rotterdam, septembre 1998)
- Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatifs à la Convention sur la diversité biologique (Montréal, 29 janvier 2000)
- Convention 170 du BIT relative à la sécurité et à l'hygiène sur les lieux du travail.

- Convention sur le Commerce International des Espèces de Faunes et de Flore Sauvages Menacées d'Extinction (CITES)
- Convention sur les zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (Convention de RAMSAR)
- Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS)
- Convention sur le patrimoine mondial et naturel de l'UNESCO (WHC)

Le Togo a également adhéré au Partenariat REDD⁺ à la conférence sur le climat et la forêt à Oslo en Norvège le 27 mai 2010.

Annexe 4

Termes de référence pour la consultation sur le « Développement de stratégies et recommandations politiques visant à renforcer la résilience des zones protégées d'Afrique occidentale aux impacts des changements climatiques ».

Le Consultant devra :

Elaborer des stratégies d'adaptation pour les meilleures approches de gestion des aires protégées face aux changements climatiques, se fondant sur les résultats scientifiques du projet, et élaborer des recommandations politiques pour les AP face aux changements climatiques, y compris des projets de documents de politique, au niveau régional et au niveau national pour chacun des cinq pays du projet de PARCC.

En particulier, le Consultant devra réaliser les activités suivantes :

- Passer en revue le cadre juridique et politique de chaque pays, en se concentrant sur les aspects juridiques liés à la gestion de l'environnement, en particulier en ce qui concerne les AP et les changements climatiques ; ceci inclura aussi l'identification :
 - Des obligations régionales et internationales relatives aux recommandations de la politique régionale
 - Des plans et politiques nationaux relatifs aux recommandations des politiques nationales pour les cinq pays du projet
- Examiner comment les recommandations politiques en cours d'élaboration pourraient être intégrées dans le développement et la mise en œuvre de la SPANB et du PANA
- Identifier les organismes et représentants gouvernementaux compétents dans tous les secteurs pertinents pour chaque pays du projet, avec l'aide des partenaires du projet, y compris l'agence d'exécution et le Point focal national de chaque pays
- Voyager dans la région et, en particulier, visiter chaque pays du projet (à condition que la situation sécuritaire le permette) et travailler avec les représentants appropriés du gouvernement sur l'élaboration des recommandations politiques
- Présenter les projets de stratégies d'adaptation et des recommandations politiques à la réunion régionale finale du projet

- Formuler des stratégies d'adaptation pour les AP dans le contexte des changements climatiques au niveau régional et pour les cinq pays du projet sur la base des résultats scientifiques du projet, y compris les systèmes de planification systématique de la conservation
- Élaborer des recommandations politiques à l'échelle régionale et nationale, avec des projets de documents politiques, y compris des systèmes de gestion innovants pour les AP et les corridors biologiques, en collaboration avec les représentants des pays

Les stratégies et les recommandations politiques seront détaillées dans des rapports concis (20 à 30 pages chacun), l'un au niveau régional, et un pour chacun des 5 pays du projet.

Le consultant travaillera en étroite collaboration avec l'Unité de gestion du projet, l'UNEP-WCMC, et l'Unité régional de gestion du projet, l'UICN PACO, ainsi que les partenaires techniques.

Le Consultant fournira les livrables suivants :

- A. Un rapport décrivant les stratégies d'adaptation aux changements climatiques pour les AP et des recommandations politiques au niveau régional (20 à 30 pages) (après consultation avec les représentants des pays).
- B. Un rapport décrivant les stratégies d'adaptation aux changements climatiques pour les AP et des recommandations politiques au niveau national pour chacun des pays du projet (5 rapports de 20 à 30 pages chacun) (après consultation avec les représentants des pays).
- C. Un bref rapport sur les réunions tenues avec les représentants du gouvernement et d'autres parties prenantes dans les pays du projet et la région Afrique de l'Ouest (y compris des discussions supplémentaires tenues à distance).

Annexe 5

Voies et moyens par lesquels les éléments stratégiques d'adaptation des AP aux changements et les recommandations politiques associées ont été élaborés pour le Togo.

| Activité dans les termes de référence | Voies et moyens |
|---|--|
| Phase préparatoire | <ol style="list-style-type: none"> 1. Consultations: UNEP-WCMC, l'UICN PACO, Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique 2. Développement de listes des personnes à contacter au Togo et dans les organisations partenaires du projet PARCC. 3. Examen des publications du projet PARCC sur le Togo et autres documents nationaux pertinents, en particulier le SNAP-DB, le PANA, la première et la deuxième communication nationale sur les changements climatiques, le cinquième rapport national pour la CDB, le Plan d'action pour la mise en œuvre du programme de travail sur les aires protégées de la CDB, et divers documents juridiques. |
| Cartographier ou passer en revue le cadre juridique et politique de chaque pays, en se concentrant sur les aspects juridiques liés à la gestion de l'environnement, en particulier en ce qui concerne les AP et les changements climatiques | Voir les annexes 2 et 3 ci-dessus |
| Examiner comment les recommandations politiques en cours d'élaboration pourraient être intégrées dans développement et la mise en œuvre de la SNAP-DB et du PANA | Voir l'annexe 1 ci-dessus |
| Identifier les organismes et représentants gouvernementaux compétents dans tous les secteurs concernés pour chaque pays du projet, avec l'aide des partenaires du projet, y | Voir la colonne 3 dans le tableau 1. La liste a été préparée lors de la consultation tenue le 28 août 2015. |

| | |
|---|---|
| compris l'agence d'exécution et le Point focal national de chaque pays | |
| <p>Voyager dans la région et, en particulier, visiter chaque pays du projet (à condition que la situation sécuritaire le permette) et travailler avec les représentants appropriés du gouvernement sur l'élaboration des recommandations politiques</p> | <p>Les interactions en tête-à-tête avec les représentants du pays ont eu lieu lors de la consultation du 28 août 2015 et de la dernière réunion régionale du projet PARCC tenue à Banjul en janvier 2016.</p> <p>On peut noter les points suivants à partir des consultations tenues dans les 4 pays pilotes visités:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les participants étaient principalement des personnes impliquées dans le projet. Il y avait très peu ou pas de représentants de la CCNUCC, des communautés et autorités locales et des autres parties prenantes pouvant jouer un rôle important dans la formulation et mise en œuvre des stratégies nationales et recommandations politiques ; 2. Les participants ont exprimé le besoin d'être davantage informés sur les résultats du projet ; il était donc nécessaire d'expliquer ces résultats de sorte qu'ils puissent les utiliser et les intégrer dans leurs travaux en cours ou dans les travaux planifiés ; 3. Les participants ont reconnu qu'ils avaient besoin de plus de formation sur la planification systématique de la conservation ; leur participation aux ateliers sur ce sujet ne semble pas leur avoir donné la capacité requise pour qu'ils fournissent des conseils avisés sur la calibration du logiciel ; de plus, le fait qu'ils n'ont pas trouvé d'occasion pour utiliser ce qu'ils avaient appris a entraîné un oubli des connaissances sur l'utilisation des outils ; 4. Les participants ont noté avec insistance que le financement constitue le besoin le plus urgent pour mener à bien leurs engagements actuels avant qu'ils ne se livrent à de nouveaux défis. Bien que la valeur des éléments stratégiques et des recommandations politiques formulées aient été reconnus, ceux-ci sont considérés comme secondaires par rapport à la nécessité de trouver des ressources financières pour les travaux en cours ou planifiés. |

| | |
|---|--|
| | Des discussions difficiles ont eu lieu pour essayer de s'accorder sur quel ministère ou département ministériel devait conduire les activités décrites dans le tableau 1, en particulier l'intégration des éléments stratégiques et des recommandations politiques dans les Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité et le PANA (les pays étant soit en train de finaliser la mise à jour de leurs stratégies et plans d'action et ne pouvant donc pas ajouter de nouvelles idées aux documents, soit ayant déjà achevé la révision de leurs stratégies et plans d'action). |
| Présenter les stratégies d'adaptation et les recommandations politiques à la réunion régionale finale du projet | Des présentations ont été faites lors de la réunion régionale finale du projet PARCC tenue à Banjul, en Gambie, du 25 au 29 Janvier 2016. |
| Formuler des stratégies d'adaptation pour les AP dans le contexte des changements climatiques au niveau régional et pour les cinq pays du projet, sur la base des résultats scientifiques du projet, y compris les systèmes de planification systématique de la conservation. | Voir les sections 3 et 4, y compris le tableau 1 et l'annexe 1. Il faut noter qu'appuyées par les participants dans la consultation du 28 août 2015, des références ont été faites aux aires marines, bien qu'elles ne fassent pas l'objet du projet PARCC, vu leur importance pour le pays. |
| Élaborer des recommandations de politique régionale et de politique nationale, y compris des projets de documents de politique, comprenant des systèmes de gestion innovants pour les AP et les corridors biologiques, en collaboration avec les représentants des pays | Voir des justifications à la section 3, section 4 et dans la colonne 2 du tableau 1. |

Annexe 6

Liste des personnes consultées à Lomé le 9 Septembre 2015.

| Nom | Rôle/Institution |
|---------------------------------|---|
| Aboudou Mensa | DRF/Ministère de l'environnement et des ressources forestières (MERF) |
| Adjonou Kossi | Université de Lomé/FDS |
| Ali Mamouki Palakiyèm | DRF/MERF |
| Atchou Kodjotse M. | DRF/MERF |
| Awitazi Tchagou | DRF/MERF |
| Bora Masumbuko | IUCN/PACO |
| Dapkui Aku Eyram | ONG « Les Amis de la Terre » |
| Gabriel Hoinsoudé Segniagbeto** | Université de Lomé/FDS |
| Gnronfoun Kodjovi Koffi | Directeur des Ressources Forestières, MERF |
| Guelly Kudzo Atsu | Université de Lomé/FDS |
| Kotchikpa Okoumassou** | DRF/MERF |
| N'po Tissama** | DRF/MERF |
| Bora Masumbuko | UICN-PACO, Burkina Faso |

Liste des personnes présentes à la dernière réunion régionale du projet PARCC et contactées après la réunion.

| Nom | Rôle/Institution |
|---------------------------------|------------------------|
| AGBODJI Kossi | DRF |
| Gabriel Hoinsoudé SEGNIAGBETO** | Université de Lomé/FDS |
| Kotchikpa Okoumassou** | DRF/MERF |
| N'po Tissama** | DRF/MERF |
| Pyoabalo Alaba | DRF |
| TABE Nikabou | MERF |